



Contre les détours p. 3

La souveraineté doit commencer par un projet de pays libre, selon Pierre de Bellefeuille.



Pax americana p. 5

Pierre Vadeboncoeur nous montre à quel point les Américains disent n'importe quoi.



Malbouffe et syndicalisme p. 8

Le régime québécois remis en cause: la critique paysanne d'un monopole syndical.

# Le Couac

Un drôle d'oiseau

Vol. 6 • n° 9

Juin 2003

3,50 \$



Le système de surveillance totale canadien

## Small Brothers

**E**N MARS DERNIER, la Ligue des droits et libertés du Québec réunissait un panel de juristes et de défenseurs des libertés civiles pour informer les citoyens et les médias des dangers du projet de loi *Big Brother* canadien, baptisé prosaïquement « Accès légal ». Cet appel n'a pas été entendu, semble-t-il. Il n'a pas trouvé l'espace médiatique qu'il méritait, étant donné l'importance des enjeux en cause. Car l'accès légal dont il est ici question consiste à légaliser la collecte illimitée de renseignements sur l'ensemble des citoyens canadiens, en harmonie avec le système Total Information Awareness (TIA) étatsunien!

Avec le projet de loi « Accès légal », le gouvernement fédéral espère se conformer à la Convention sur la cybercriminalité (CC, signée le 21-11-01), afin de pouvoir passer à l'étape de la ratification. Conçue soi-disant pour assurer la protection de la propriété intellectuelle, la lutte contre la pornographie infantile, le terrorisme et les virus informatiques, la CC avait déjà connu 27 versions et les négociations semblaient vouées à l'impasse avant les attentats du 9/11. Ces événements ont précipité la signature du projet dans sa version actuelle, comme ce fut le cas pour de nombreuses autres mesures liberticides, déjà dans les cartons des divers appareils militaires et policiers.

motifs raisonnables de croire » que la perquisition va conduire à la découverte d'indices ou de preuves reliées à un crime. Le gouvernement souhaite un « critère moins contraignant que les motifs raisonnables ». L'autorisation judiciaire ne serait plus nécessaire à la phase du début de l'enquête. La future loi accorderait aux policiers des pouvoirs de surveillance illimités sans mandat, donc le pouvoir d'aller « à la pêche aux renseignements » à loisir, en plus de l'immunité en cas d'interception illégale. Cette surveillance s'exercera à l'insu des personnes concernées sans que celles-ci ne puissent jamais rectifier les données erronées pouvant être inscrites à leur dossier. Plus les banques de données accumuleraient de renseignements sur notre compte, plus il y aura de possibilité de multiplication de renseignements erronés. Les balises intégrées aux lois actuelles visent à limiter les abus policiers. Qui surveillera les surveillants?

La convention sur la cybercriminalité (CC) exige aussi des États signataires qu'ils criminalisent la création, la vente et la possession de programmes informatiques conçus pour propager un virus, que celui-ci ait été disséminé ou non. Lorsqu'on sait que planter par Internet un virus, ou un programme informatique, sur l'ordinateur d'un internaute, est à la portée du premier pirate informatique boutonneux venu, on voit d'avance les possibilités infinies offertes aux policiers mal intentionnés, souhaitant éliminer des activistes ou des dissidents politiques, ou désirant simplement « améliorer » une preuve (voir affaire Matticks). « La tendance observée actuellement et qui va dans le sens de la surveillance et de la criminalisation de la dissidence, nous fait craindre que ces nouveaux pouvoirs policiers puissent être utilisés à l'encontre de ces personnes »<sup>2</sup>.

Internet ne connaissant pas de frontières, la CC prévoit donc une entente d'extradition entre les pays signataires. On imagine d'ici les abus possibles. « Les Canadiens et les Canadiennes souhaitent-ils que les services policiers étrangers accumulent un ensemble de données personnelles sur leur compte? Poser la question c'est y répondre. Qu'arrivera-t-il quand un

pays signataire demandera des informations sur un crime qui n'en serait pas un au Canada? »<sup>3</sup> Tous les pays signataires auront la possibilité de collecter des informations sur les citoyens des autres pays, et vice-versa. Le tribunal d'un pays signataire pourrait éventuellement accuser un citoyen canadien sur la foi de ces preuves virtuelles, et réclamer son extradition, s'il jugeait que celui-ci a contrevenu à ses lois. Kafka aurait apprécié!

L'automne dernier, le gouvernement fédéral a tenu des audiences en catimini sur son projet « Accès légal ». Il est trop tôt pour ratifier la CC, l'ensemble des orga-



Le gouvernement fédéral prévoit tisser un vaste réseau de surveillance et légaliser l'interception de l'ensemble des télécommunications électroniques. Le système envisagé pourrait s'appeler *Small Brothers*. Avec le projet TIA étatsunien, on peut vraiment parler d'un *Big Brother*, puisque c'est l'État qui plante un super système de surveillance totale de l'ensemble des bases de données dans le monde. Le système canadien, lui, compte sur les fournisseurs pour intercepter et stocker les renseignements. Le gouvernement fédéral prévoit en effet obliger les fournisseurs de services en télécommunications (Internet, câble, téléphone) à s'équiper des moyens techniques permettant l'interception des informations, transformant chacun de ceux-ci en agent de renseignements. Ces derniers seront tenus de stocker pendant cinq ans l'ensemble des données de trafic (l'origine, la destination et l'heure de toutes conversations téléphoniques, et de toutes les pages Internet consultées), ainsi que les données de contenu (courriels, transactions bancaires, prescriptions pharmaceutiques, dossier médical, etc.), afin de pouvoir les remettre sur demande aux autorités concernées, y compris au ministère du Revenu.

Avec les lois actuelles, avant de procéder à l'écoute électronique ou pour intercepter une communication, les policiers doivent obtenir un mandat en se présentant devant un juge de paix avec des preuves ou un témoignage assermenté démontrant « qu'il existe des

nismes de défense des libertés civiles s'accordent sur ce point. Avant, la société canadienne doit se livrer à un véritable débat public sur les enjeux et sur les conséquences du projet de loi « Accès légal ». Confrontée à cette absence de véritable débat public, la Ligue des droits et libertés s'est jointe à plusieurs autres associations, pour alerter les citoyens des dangers représentés par ce projet de loi qui menace la liberté et le droit à la vie privée.

Tout le monde est concerné et invité à protester avant qu'il ne soit trop tard en écrivant à son député, au premier ministre Chrétien, ou en signant la pétition sur le site Internet de la Ligue au [www.liguedesdroits.ca](http://www.liguedesdroits.ca).

JACQUES BOUCHARD

1 - Voir Le retour de la Gestapo Le Couac décembre 2002 <http://www.lecouac.org/vol6no03.html>

2 - Document informatif sur le projet « Accès légal » présenté par le ministère de la justice, Industrie Canada, et le Solliciteur général du Canada

3 - Ibidem

## Madame Beauchamp, serez-vous aussi ministre des Communications?

Madame la Ministre,

Votre arrivée au ministère de la Culture et des Communications a soulevé de grands élans d'enthousiasme dans le milieu culturel québécois. On dit que vous maîtrisez vos dossiers, que vous connaissez les enjeux et les organisations culturelles. Mais qu'en sera-t-il pour les médias?

Depuis votre participation à la commission parlementaire sur la concentration des entreprises de presse (débutée en juin 2001), nous ne vous avons pas beaucoup entendue sur le rôle de l'État québécois pour limiter ou contrer les effets quotidiens de cette concentration. En fait, tout ce que nous avons à nous mettre sous la dent pour le moment, c'est l'engagement de votre parti de réserver 4% des budgets publicitaires du gouvernement et des Sociétés d'État pour les médias communautaires et un projet d'entente avec le fédéral pour pouvoir intervenir « à l'avenir » sur la question de la propriété croisée (écrits et électroniques). Ce ne sera pas suffisant.

Ce ne sera pas suffisant pour une large majorité de citoyennes et de citoyens qui continuent de dire, dans chaque sondage, que la concentration sans précédent

des entreprises de presse les inquiète. Ils et elles n'accepteront pas que vous adoptiez la position frileuse de vos prédécesseurs. Qu'au nom du droit à la liberté de la presse, vous confondiez l'ingérence dans l'information (que nous serions les premiers à dénoncer) et les appels à une intervention publique pour baliser la propriété des médias et soutenir la presse indépendante et communautaire québécoise.



Nous le réaffirmons aujourd'hui: le « marché » de l'information n'est pas libre au Québec. Le monde des médias est « trusté », totalement contrôlé par une poignée de propriétaires. On ne peut parler d'une information libre quand les médias indépendants sont en état d'asphyxie structurelle. Quand seuls les gros peuvent se permettre de lancer de nouveaux médias. Quand nous voyons tous les jours s'épuiser nos journalistes, confinés au bénévolat ou

à des honoraires de misère. Quand nous sommes obligés de diminuer le nombre de nos pages parce que nous ne pouvons rivaliser avec les *package deals* publicitaires que permet la propriété croisée en radiotélévision et presse écrite. Quand on nous interdit de distribuer nos journaux et magazines dans les propriétés de l'Empire. Quand nous sommes enfermés

dans Internet, parce que le papier coûte trop cher. Et le comble, c'est que nous finissons par être obligés de verser l'essentiel du « fruit de notre travail » à ces grandes entreprises pour nous imprimer, nous distribuer, nous rendre jusqu'à nos lecteurs.

C'est pourquoi nous vous demandons, au nom de la collectivité citoyenne du Québec dont vous êtes la mandataire, d'intervenir vigoureusement pour soutenir la presse communautaire et indépendante québécoise. En janvier 2003, le comité sur la qualité et la diversité de la presse, présidé par Armande Saint-Jean, reconnaissait l'urgence de poser des gestes concrets face à la situation dramatique de la presse indépendante au Québec. Nous demandons des suites à ce rapport, en commençant par la mise sur pied d'un Fonds d'aide aux médias indépendants tel qu'il le recommandait.

Nous ferons nos devoirs, Madame Beauchamp. Nous continuerons de travailler à offrir une information de qualité, différente et diversifiée, garante de la vitalité d'une société démocratique. Nous vous demandons de faire les vôtres. Nous vous demandons d'être aussi ministre des Communications du Québec.

LE PORTAGEUR, LE JOURNAL COMMUNAUTAIRE LE MONDE, LE MOUTON NOIR, MAGAZINE RECTO VERSO, L'ITINÉRAIRE, L'AUT'JOURNAL, LE COUAC, LE CMAQ, CYBERSOLIDAIRES, LA TRIBU DU VERBE, CHOQ.FM: LA RADIO DE L'UQAM.



## « Le gouvernement Charest sabote la première journée nationale des patriotes »

**VOILÀ LE TITRE** d'un communiqué provenant de la section de Montréal-centre du PQ (18-04). En effet, m'sieur notre nouveau premier ministre a décidé de ne pas mettre en œuvre le plan de promotion prévu pour la nouvelle appellation du 19 mai. Car Fête de Dollard ou Fête de la Reine Victoria, ce jour férié représentait soit la propagande nationalo-catholique de droite, soit le colonialisme britannique. La volonté d'en faire une fête proprement québécoise et de commémorer les rébellions des Patriotes est une juste revendication qu'auraient appuyés nombre d'anciens ténors libéraux du Québec, comme Claude Ryan. Le PQ de Montréal-centre rappelle que celui-ci avait tenu en 1987 à ce que l'Assemblée nationale adopte une motion qui « rend hommage aux Patriotes pour leur apport majeur et indéniable au progrès de la démocratie politique et du gouvernement responsable » (C. Ryan). Christian Gagnon, président du PQ de Montréal-centre, déplore que le parti libéral du Québec « régresse » depuis quelques années et il estime – avec raison – que Jean Charest ne serait sûrement pas capable de

faire un tel geste. « *Encore une fois*, conclut-il, *le Parti libéral de Jean Charest confirme son peu d'intérêt pour les droits démocratiques et collectifs du peuple québécois* ».

C'est que, voyez-vous (il faudra s'y faire), Jean Charest n'en a rien à foutre des droits collectifs du peuple québécois. Charest est un politicien fédéral qui croit au Canada. Il est ici parce qu'il est médiocre et n'a pas l'envergure nationale dont il rêve. Il a été élu parce que, franchement, avions-nous d'autre choix? Entre Landry usé jusqu'à la corde et Dumont-le-demeuré, ne restait plus que le faux Golden Boy. Jean Charest est québécois par défaut et sherbrookois seulement trois semaines aux quatre ans. Il n'a tout simplement pas le souci de la mémoire du Québec et n'a rien à foutre des Patriotes au moment où il commence tout juste à réaliser que ses engagements électoraux seront ardues à remplir. Et comme ils concernent la santé publique, ils seront encore plus durs à faire oublier.

LE COUAC

## COURRIER DES LECTEURS

### En réponse au « fiasco des mous » (Le Couac, mai 2003)

En tout respect, je crois que vous vous méprenez sur Landry. Vous dites qu'il s'est laissé enfermer; c'est avant tout qu'il n'avait pas la conviction voulue, ni le leadership nécessaire. En outre, j'espère que vous n'êtes pas en train de nous dire qu'il s'est laissé imposer le concept d'union confédérale; vous savez très bien que c'est une idée à laquelle il adhérerait entièrement et qu'il partageait avec Robert Bourassa et Lucien Bouchard.

Suzanne Lachance

### Lettre d'un vétéran au vieux général

Bonjour mon général,

Vous allez peut-être trouver ça drôle que je vous appelle « mon général » mais, dans ma tête, c'est ainsi que je vous imagine. [...]

Pendant les dernières élections, je vous ai vu à la télé, sortir de scène, le dos un peu voûté, et cela m'a fait peine. Je sais bien que vous êtes capable d'en prendre comme on dit, mais quand même; faut vraiment être aliéné jusqu'au trognon pour déceler dans vos propos de Trois-Rivières un quelconque racisme. Les gigolos de la réclame, médaillés cinq étoiles du War-Room, se sont empressés de conseiller à notre PM de faire semblant de rien, de dire qu'il vous connaissait juste un ti-peu-pas-trop. Pas confiance en ces gens-là! [...]

Je suis devenu indépendantiste en 1959 et parfois, j'ai l'impression que ça fait si longtemps que si quelqu'un me demande pourquoi, j'ai presque envie de répondre, un peu las, que *je m'en rappelle p'us!* J'aimerais bien, moi aussi, arrêter d'en parler, passer à autre chose... mais, sais pas, on dirait que ça me r'vient tout l'temps dans' face, comme le passé remonte un bon matin, ou comme *une job* à finir, derrière, qui nous fatigue... [...]

Mais là, on est dans l'rouge pas à peu près, mon général, et avouez qu'y a de quoi *pogner les bleus!* Y'en a qui disent qu'il faut

faire une coalition PQ-ADQ-UFP et revenir à l'élection référendaire; d'autres veulent foutre le PQ en l'air et recommencer à zéro; d'autres enfin insistent pour que la souveraineté ne soit plus l'apanage d'un seul parti et disent qu'il faut créer un mouvement populaire. Mélangeant tout ça! C'est un peu ce qui m'a décidé à vous écrire, pour y voir un peu plus clair et vous demander ce que vous en pensez. Pour ma part, je crois qu'il faut d'abord respirer par le nez, réfléchir, établir un bilan lucide, retrousser nos manches, se cracher dans les mains, et continuer.

Quand même, mon général, vous conviendrez avec moi qu'au Parti Québécois, un bon ménage s'impose; un grand débat doit avoir lieu et cette fois, pas question de couronnement entre p'tits copains! Il faut un congrès à la chefferie, un brassage d'idées comme on n'en a pas vu depuis la révolution pas si tranquille que ça. À mon avis, la question n'est pas de savoir Qui, mais quoi, quand et comment? C'est le peuple qui crée le leader, et non l'inverse. Les mouvements de fond partent de la base et Dieu sait que depuis 95, les membres ont perdu graduellement tout contrôle sur leur parti, à un point tel que bon nombre de militants sont rentrés chez eux ou travaillent présentement pour l'UFP. On aurait voulu les exploser qu'on ne s'y serait pas pris autrement et si vous me permettez d'exprimer le fond de ma pensée, dans un niveau de langage qui ne vous est sûrement pas... familial, je dirais que les *fonctionnaires* du parti, les bonzes à cellulaires, et toute cette bande de têtues qui gravitent autour du bunker, carriéristes, opportunistes... **Y faut les câliser dehors! pis ça presse!!!**

Désolé, mais il fallait que je le dise. J'aurais pu écrire que *le temps était peut-être venu de réévaluer le personnel cadre...* ou un truc semblable mais, sais pas, c'était comme pas assez. [...]

Il n'y a pas si longtemps, dans Mercier, lorsqu'on entrait au local de Godin, y'avait une ambiance, une ferveur, des éclats de mots et de voix; lors de la dernière élection, rien de tout ça et même qu'en s'y présentant,

nous avons eu, ma blonde et moi, la désagréable impression de déranger. Cette ambiance, mon général, je l'ai retrouvée au local de l'UFP, face au Parc Lafontaine; ça bougeait là-dedans, ça entraînait et ça sortait, des jeunes surtout, ba-ding ba-dang... Beau à voir mon général, l'espoir, ce goût de changer le monde, cette impression que tout est possible, que rien n'est trop grand et que ce qui est *révélé* est réalisable. Je sais bien que Mercier est un peu spécial et que ce bouillonnement, ce sentiment d'à venir n'est pas ressenti à la grandeur du Québec; mais je me dis que c'est au coeur des villes que les mouvements naissent, pour ensuite déborder par vagues successives à la grandeur du pays et du monde.

Et si, très bientôt, les choses ne changent pas; si le PQ retombe dans ses vieilles certitudes, au point parfois d'en être arrogant, alors, mon général, moi qui suis un homme de gauche, qui ai voté et travaillé pour ce parti toute ma vie sans jamais rien demander de retour, je vais devoir franchir la ligne, virer mon capot de bord et rejoindre l'UFP. Pas le choix mon général! Cette perspective ne m'enchant pas, je préférerais de loin ne pas avoir à tout recommencer mais, si rien ne bouge, c'est ce que je vais faire. [...]

Mes hommages à Madame,

André Vincent, artisan et auteur

### Écrivez-nous!

Le Couac publie les courts commentaires de ses lecteurs. Le courrier électronique demeure la meilleure façon (texte@lecouac.org) Sinon une disquette par courrier postal: Le Couac, CP. 129 Succ. de Lorimier, Montréal (Québec) H2H 2N6. Télécopieur: (514) 521-5599.

### Camelots

Le Couac se cherche des camelots. Vendez le journal quelques heures par jour (à l'heure de pointe) aux stations de métro Berri, Mont-Royal, Guy ou Côte-des-Neiges. Pour informations: 514-596-1017 ou www.lecouac.org

## ► PLOGUES

### Les Zapartistes en spectacle

Dernière chance de voir le Cabaret médiatique des Zapartistes. Ils seront sur scène les 2 et 6 juin à Montréal au Lion d'or (réservations (514) 282-0911, billets 15\$) et le 13 juin au théâtre de l'Anglicane à Lévis (réservations (418) 838-6000.)

### Les Tireux de Roches à la Place des Arts

Le groupe Les Tireux de Roches feront halte au studio théâtre de la Place des Arts le jeudi 12 juin à 20h30. Ils chantent les pissenlits par la racine, ils invoquent le diable par le conte et ils conjuguent les airs d'autrefois aux temps d'aujourd'hui. Un trio composé de Jeannot Bournival aux saxophone, clarinette et flûte traversière, Dominik Lemieux aux bouzouki irlandais et guitare et Denis Massé à l'accordéon diatonique. www.tireuxde-roches.com Réservations: 514-842-2112

### Relations parentales

Le 12 juin prochain à 21h, la chaîne francophone internationale TV5 diffusera le documentaire de notre dessinateur Serge Ferrand, «Entre Père et fils».

## In memoriam

**LE SYMPATHIQUE** Café théâtre l'Aperté n'est plus. Les Couacquistes se retrouvent tous un peu orphelins puisque depuis sa naissance l'Aperté a été leur quartier général pour les réunions de production et de corrections. L'Aperté fut un laboratoire de la culture marginale qui a permis à de nombreux comédiens, metteurs en scène et militants de s'exprimer en plus de donner naissance aux Zapartistes et de permettre à la troupe de La pire espèce de jouer et rejouer Ubu sur la table pendant des mois. Le Couac salue bien bas Nadine Vincent, la maman de l'Aperté (elle même ex couacquoise), ainsi que Richard Martineau (le vrai, pas celui du Voir) le beau-père de l'Aperté. Merci pour ses belles années et nous nous reverrons sans doute pour de nouvelles aventures!

L'ÉQUIPE DU COUAC



## SOUTENEZ LA PRESSE INDÉPENDANTE! ABONNEZ-VOUS!

La presse indépendante est sur les dents! Elle a décidé de s'unir pour mieux résister à l'hégémonie de la presse commerciale. N'attendez pas que les poules aient des dents et abonnez-vous à un second, voire à un troisième journal indépendant! Ils ont tous une dent contre la bêtise et se complètent si bien...

Un magazine bimestriel... pour se faire les dents.

<input type="checkbox"/> Groupe populaire:	25 \$
<input type="checkbox"/> Individu:	20 \$
<input type="checkbox"/> Institutionnel:	25 \$
<input type="checkbox"/> Soutien:	32 \$
<input type="checkbox"/> Étudiant ou sans emploi:	15 \$
<input type="checkbox"/> À l'étranger:	Individu: 30 \$    Institutionnel: 40 \$

Nom _____	Faire parvenir votre chèque _____
Adresse _____	ou mandat poste à: _____
Code postal _____	1215, rue Visitation, bureau 101
Courriel _____	Montréal (Québec) H2L 3B5

VOUS NE PAYEZ QUE LES FRAIS DE POSTE ET DE MANUTENTION (toutes taxes incluses)

## POUR S'ABONNER

Par téléphone: (514) 521-5499

Par la poste: Le Couac

CP. 129 Succ. de Lorimier, MONTRÉAL (Québec) H2H 2N6

Adressez votre chèque à: Le Couac.



- Abonnement d'un an: 30,42\$ + taxes = **35,00\$**
- Abonnement de deux ans: 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement institutionnel et de soutien: 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution): 225,98\$ + taxes = **260,00\$**
- Abonnement d'un an à l'étranger: 43,46\$ + taxes = **50,00\$**

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Téléphone \_\_\_\_\_

Courriel \_\_\_\_\_

## Le Couac

c.p. 129 succ. de Lorimier, Montréal, Québec, H2H 2N6  
Téléphone: (514) 521-5499  
Télécopieur: (514) 521-5599

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau

Rédacteurs en chef: Bruno Dubuc, David Ledoyen

Collaborateurs: Pierre de Bellefeuille, Jacques Bouchard, Jean-René David, Thomas Déri, Bruno Dubuc, Steven Guilbeault, René O. Girard, Clode de Guise, David Ledoyen, Marc-André Mongrain, Martin Poirier, Marco Silvestro, Simon Tremblay-Pepin, Pierre Vadeboncoeur, Ramon Vitesse, Les Zapartistes.

Illustrations: Simon Banville, Boris, Bobidoche, Charb, Luc Giard, Honoré, Luz, Matt Mahlen, Serge Ferrand, Richard Suicide, Ramon Vitesse.

Graphisme: France Mercier

Nous remercions chaleureusement *Charlie Hebdo* et *Le Rire* (France) et *Le Journal du Jeudi* (Burkina Faso) pour leur collaboration.

Abonnement et publicité: David Ledoyen au (514) 521-5499

ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369

Imprimé au Québec





### En attendant Godot

LES BRICOLEURS de partenariats et autres associations n'apprendront donc jamais ! Dans la conquête de l'indépendance nationale, nous voilà renvoyés à la case départ. Les plaidoyers pour l'union future et conditionnelle avec le CHO (Canada hors Québec) - comme celui de Michel Seymour dans *Le Devoir* du 16 mai - n'ont aucune pertinence. C'est nous inviter à attendre Godot.

Bien sûr, on peut y trouver un certain plaisir intellectuel. Ou un réconfort si l'on craint que le Québec libre ne sache pas naviguer dans des eaux internationales agitées. Mais pour le moment, deux questions infiniment plus pertinentes se posent aux indépendantistes :

- comment convaincre les Québécois de transformer leur « province » en un pays souverain, et - quelles seront les institutions de ce pays libre ?

Ces deux questions sont en réalité liées étroitement. Pour beaucoup de Québécois, l'indépendance, c'est le saut dans l'inconnu. Il faut les munir d'un parachute. Cela peut prendre la forme d'une constitution du Québec souverain. Peut-on espérer que l'ex-juge Marc Brière, jadis compagnon d'armes de René Lévesque, qui a lancé récemment le Mouvement pour une nouvelle constitution québécoise (MONOCOQ), corrigera le tir et s'intéressera à la constitution du Québec souverain plutôt qu'à la mise sur papier de la constitution actuelle de notre province sous domination monarchique ?

Ce projet ne doit pas être noyé dans des avocasseries. Il ne s'agit pas de fendre les cheveux en quatre, mais plutôt de tracer le portrait précis de ce que sera le Québec souverain, une république, bien sûr, mais quelle sorte de république ? Quelles valeurs fondamentales ? Quelle sorte de parlement ? Comment sera réalisée la séparation des pouvoirs ? De quoi l'exécutif sera-t-il constitué ? Quel mode de scrutin ?

Les souverainistes mous prétendent que l'introduction du partenariat dans la question référendaire de 1995 a mené à une quasi-victoire. Cela est douteux. Il paraît plutôt certain que ce qui a provoqué un progrès marqué de l'appui à l'indépendance, c'est le fait que trois chefs politiques se soient unis pour la soutenir : Parizeau, Bouchard et Dumont, alors que la campagne du non n'avait pas de figures de même importance à sa tête.

Notons à cet égard que beaucoup de commentateurs ont été très injustes envers Jacques Parizeau chez qui ils voient les petits défauts mais pas les grandes qualités. Cela prenait de la grandeur d'âme pour céder la vedette à Lucien Bouchard dont le magnétisme, peu après, allait malheureusement faire long feu.

On ne peut évidemment pas s'opposer à l'idée qu'une fois devenu souverain, le Québec voudra négocier avec le CHO des ententes mutuellement avantageuses. Coupé en deux, le CHO aura lui aussi besoin d'ententes, mais avant de négocier, il devra d'abord calmer sa colère. Il y a donc fausse représentation, pour ne pas dire tricherie, à décrire dès maintenant une association qui sera non pas la traduction de nos seules volontés mais le résultat de négociations serrées.

Et insister sur le partenariat, dans une éventuelle campagne référendaire, aurait pour effet de pousser les tenants du non à jurer leurs grands dieux qu'il n'y aura jamais de partenariat. Comme en 1980 et en 1995. Commençons donc par le commencement : nous munir des instruments voulus, partis politiques et autres, pour convaincre les Québécois de la valeur de l'émancipation nationale. Cela prendra le temps qu'il faudra.

PIERRE DE BELLEFEUILLE

PAS DE PARTENARIAT ? PAS DE SOUVERAINETÉ-ASSOCIATION ?

BON, ÉCOUTEZ... MOI, JE VAIS RETOURNER À MES CONFÉRENCES...



BANVILLE

### Retour sur les élections provinciales : À la recherche d'une légitimité

LE PARTI LIBÉRAL a été élu lors des élections du 14 avril 2003. Il dispose d'une très confortable majorité de sièges au parlement et pourra donc diriger le Québec comme bon lui semble pour les quatre prochaines années sans rendre de comptes à quiconque. Mais quelle légitimité aura-t-il pour ce faire ?

Une façon de mettre les choses en perspective est de calculer le pourcentage des électeurs inscrits qui ont voté pour le parti au pouvoir. Aux dernières élections, seulement 32% des électeurs ont voté pour le parti libéral, un des plus faibles taux de l'histoire du Québec.

Année	Parti au pouvoir	Votes pour le parti au pouvoir	Électeurs	Pourcentage des électeurs qui ont voté pour le parti au pouvoir
1985	Lib.	1 910 307	4 576 600	41.7%
1989	Lib.	1 702 808	4 670 690	36.5%
1994	PQ	1 751 442	4 893 465	35.8%
1998	PQ	1 744 240	5 254 482	33.2%
2003	Lib.	1 754 348	5 490 363	32.0%

Au cours des cinq dernières élections, la proportion d'électeurs qui a appuyé le parti majoritaire n'a cessé de diminuer. Le pourcentage obtenu par le parti libéral aux dernières élections est le plus bas obtenu par un parti majoritaire depuis la Deuxième Guerre mondiale, si on fait exception de l'Union Nationale qui s'est fait élire avec seulement 29% des électeurs en 1966. Rappelons que l'Union Nationale n'avait obtenu qu'une très mince majorité de quatre sièges. Le parti libéral, avec seulement 32% des électeurs, obtient quant à lui une confortable avance pour ce qui est de la députation.

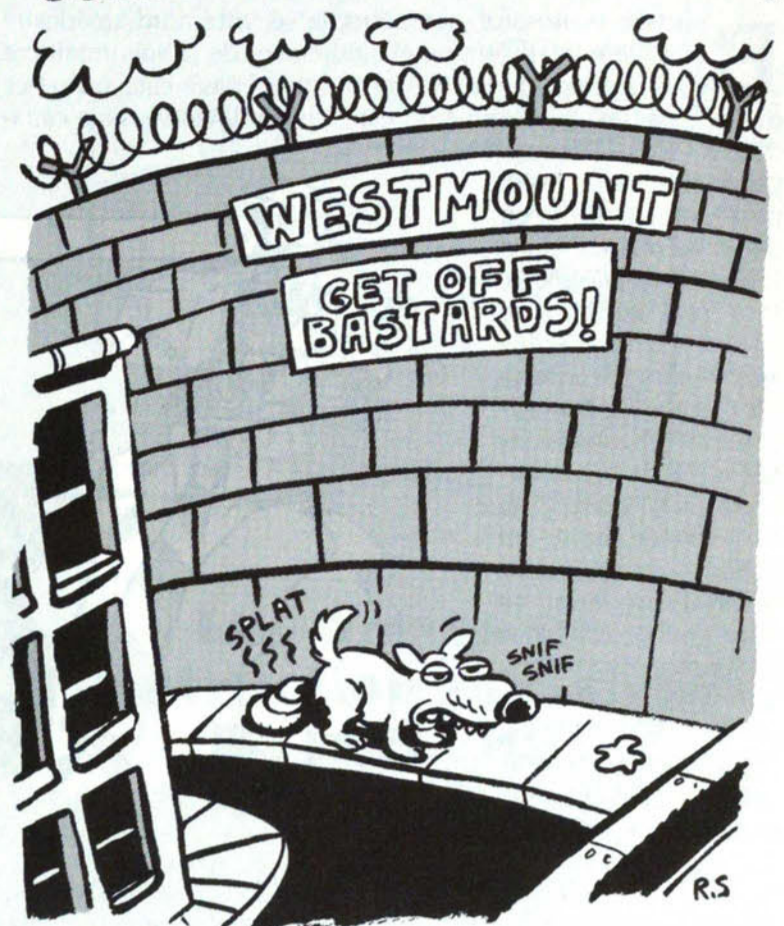
Ce peu de représentativité des partis au pouvoir en général, et du gouvernement libéral actuel en particulier, peut s'expliquer entre autres par une baisse du taux de participation qui n'a été que de 70,5% aux élections du 14 avril dernier. Il faut remonter aux élections de 1927 pour trouver un taux de participation encore plus bas. Il faut dire qu'à cette époque, les faibles taux de participation s'expliquent directement par le fait que bon nombre de candidats sont élus par acclamation (dans chaque comté où il y a élection par acclamation, l'ensemble des électeurs inscrits ne vont pas voter). Si on exclut les élections où des candidats se sont fait élire par acclamation, le taux de participation de la dernière élection est le plus bas de l'histoire du système électoral québécois.

Pour expliquer cette faible participation, les médias ont tôt fait de l'associer à un « je-m'en-foutisme », histoire de dépolitiser le geste. Pourtant, pour une frange de plus en plus large de l'« électorat », l'abstention devient une façon d'exprimer son refus face à un système politique qui favorise systématiquement les idées les plus conservatrices. La preuve : plusieurs ont milité activement pour l'abstention à plusieurs endroits au Québec. À Montréal, on pouvait voir partout au centre-ville des appels à ne pas voter. À Québec, des militants ont tenu un rassemblement près d'un bureau de vote pour dire que leur abstention n'était pas un abandon et qu'ils poursuivaient la lutte autrement...

Le parti libéral a beau claironner, sa « victoire » du 14 avril est une défaite de nos institutions politiques.

MARTIN POIRIER

### LA SOLUTION CHAREST : UNE ÎLE - TWO TOWNS!



R.S

### Étudiants vouloir devenir grands vizirs de la bière

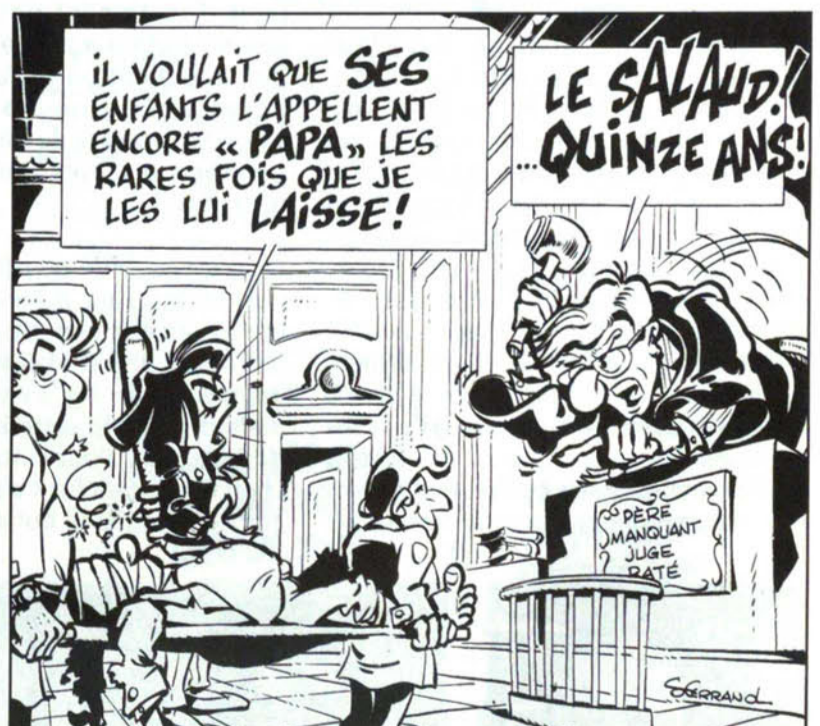
LE JOURNAL ÉTUDIANT *Le Quartier libre* révélait dernièrement (23-04) que la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM) a élaboré un plan d'affaire pour acheter l'immeuble où est établi le bar Le Crocodile, haut-lieu de l'insignifiance estudiantine alcoolisée. Selon *Le Quartier Libre*, la FAÉCUM rachèterait l'immeuble pour un prix surévalué, sa valeur étant gonflée par le boom immobilier montréalais. Un professeur des HEC s'interroge d'ailleurs sur la capacité de gestion des étudiants, eux qui ne sont pas des experts dans le domaine et ont des problèmes de pérennité.

Ce n'est certes pas la première fois que la FAÉCUM élabore un tel projet. En 1999-2000, un mini-scandale n'avait pas pu être mis à jour parce que la FAECUM avait voté un huis-clos sur la réunion du Conseil central qui devait discuter des problèmes du bar étudiant l'Équinoxe, alors propriété de la FAÉCUM et géré par un « professionnel ». Ingérence des membres de la FAÉCUM, détournement de fonds, mauvaise gestion, etc. : c'avait fait un gros tabac à l'intérieur de la réunion et devant les tribunaux. Le bar a finalement fait faillite et a été remplacé par un restaurant St-Hubert, après que la FAÉCUM ait englouti un montant appréciable dans le projet.

Assurer des revenus aux étudiants par le biais d'un bar n'est pas nécessairement une mauvaise chose. Le problème c'est que la FAÉCUM se concentre uniquement sur les moyens d'accroître ses propres revenus plutôt que de défendre les étudiants. Ses grands dossiers sont, depuis trois ans : l'entente d'exclusivité avec Pepsi (dont la FAÉCUM tire des redevances) et les bars étudiants. Le gel des frais de scolarité, le réinvestissement en éducation et le caractère public de l'éducation sont les seules positions politiques de la FAÉCUM, et elles sont largement partagées dans le mouvement étudiant. Lors de la marche des étudiants contre la ZLÉA, l'automne dernier, la FAÉCUM s'était positionnée contre l'inclusion de l'éducation dans l'accord de libre-échange plutôt que contre l'accord lui-même. D'ailleurs, ne désirant pas être associée à des « radicaux », la FAÉCUM avait fait sa propre manifestation qui se greffait à la queue de celle des radicaux de l'UQÀM et de Concordia.

Avec la Fédération des étudiantEs universitaires du Québec (FEUQ), la FAÉCUM représente l'aile droite du mouvement étudiant. Celle qui est au pouvoir. Et qui croit que l'avenir de l'éducation passe par les 2 pour 1 sur la Molson Dry.

MARCO SILVESTRO



CHARRANCL

### Flatulences

« L'effet Charest » se révèle de plus en plus comme la simple brise du pet de la société québécoise qui était un peu constipée suite à l'indigeste campagne électorale.

### Suicide

Le suicide emporte huit hommes pour une femme au Québec. La Fédération des femmes du Québec dénonce cette situation sexiste et réclame la parité.

# La voix de son maître

**B**OUCLIER ANTIMISSILE, périmètre de sécurité nord-américain, «frontière intelligente», élargissement de la voie maritime sous la direction du US Army Corps of Engineers, qu'est-ce que les Maîtres de Washington espèrent de leurs vassaux canadiens? Les lecteurs

préoccupés par le sujet pourraient trouver un début de réponse dans *Repenser la sécurité* (Fides, Montréal 2002), une oeuvre collective des «intervenants» de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM, un *think tank* de droite qui répand la bonne parole washingtonienne en terre québécoise, sous la direction de son titulaire Charles-Philippe David (CPD). CPD est l'un des «experts indépendants» les plus sollicités par la télévision de Radio-Canada

lorsqu'il est question «d'analyser» les politiques de Washington. CPD avait qualifié «d'extrêmement convaincante» la démonstration de Collin Powell devant l'ONU, cette accumulation de preuves bidons trop longues à énumérer ici.

Souvenons-nous quand même, de cette «convaincante» cuillerée de sucre dans une minuscule bouteille brandie à la Une de tous les journaux du monde par le général Powell, de ce prétendu rapport récent des services secrets, plagié, erreurs comprises, sur un travail d'étudiant basé sur des documents de 1991 et disponible sur Internet. Ou encore, des «illustrations artistiques» de camions usines de production de substances biologiques mortelles, dessinés avec le même logiciel que les images de soucoupes volantes et d'extraterrestres illustrant les tabloïds *trash*, disponibles à côté des caisses-enregistreuses de tout bon supermarché nord-américain. Après cette démonstration «extrêmement convaincante», CPD l'air grave, se tenant fièrement le corps raide et les oreilles molles devant le drapeau des États-Unis, déclarait à Pascale Nadeau sur RDI, que les liens entre Saddam et Al Quaida «sont à mes yeux plus étendus que ce qu'on soupçonnait». Gros soupçons, zéro preuve. CPD est actuellement en exil volontaire

aux États-Unis, grâce à une bourse du Programme Fulbright, parrainé par le gouvernement des États-Unis «afin d'augmenter la compréhension mutuelle entre le peuple des États-Unis et les peuples des autres pays» ([www.fulbright.org](http://www.fulbright.org)). Le Programme Fulbright a été créé en 1946 par un sénateur

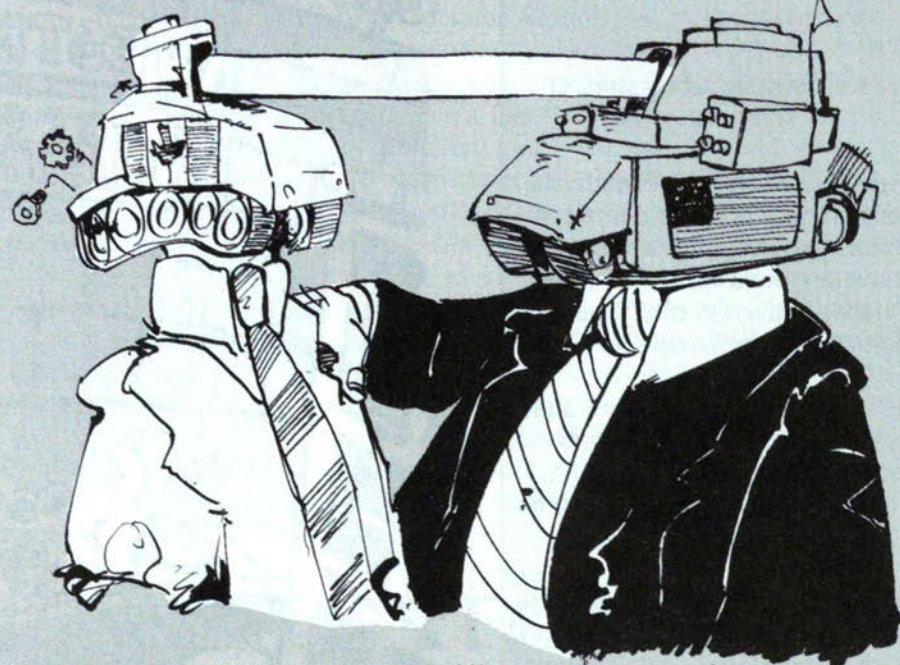
«opposé à la guerre au Vietnam, mais favorable à l'expansion impérialiste en général» (*Do it*, Jerry Rubin, Éditions du Seuil, 1971)

Le titre du livre, *Repenser la sécurité*, est mal choisi. La sécurité repensée par Washington serait plus juste. *Repenser la paranoïa après la Guerre Froide* serait pas mal non plus. Chapitre après chapitre, les auteurs s'activent à vulgariser les grandes lignes des politiques militaires étatsuniennes à l'intention des lecteurs québécois, en enduisant le tout de moult Vaseline®, pour bien faire pénétrer en profondeur

l'idée qu'ils n'ont n'a pas vraiment le choix de refuser d'y participer. CPD écrit: «le gouvernement canadien devra songer [à la] réorganisation de ses services (frontières, immigration, justice) pour les rendre compatibles avec les initiatives américaines, le développement de la défense antimissile, et l'interopérabilité entre les forces armées canadiennes et américaines». C'est une proposition qu'on ne peut pas refuser, comme disait Don Corleone, le Parrain.

Il semble que d'autres se sont chargés de faire passer le message à Ottawa. Le ministre de la Justice Martin Cauchon est allé faire approuver son projet de loi sur la décriminalisation du cannabis à Washington avant de le présenter devant le Parlement canadien. Présentation reportée depuis (*Le Devoir* 15-5), sans doute pour y apporter les «retouches» réclamées par Washington. Le ministre des Affaires étrangères Bill Graham et son homologue de la Défense John McCallum prétendent pour leur part que le Canada n'a pas le choix et doit adhérer au bouclier antimissile. Vive la démocratie! Vive la liberté!

JACQUES BOUCHARD



## Logique

Pour contrer la propagation de la pneumonie atypique dite «syndrome respiratoire aigu sévère», le Congrès américain propose une journée de prière et de jeûne, George Bush II propose de bombarder Hong Kong, Bernard Landry propose d'obliger les médecins québécois à travailler deux ans en Asie, Mario Dumont propose de privatiser le virus, Ariel Sharon propose d'élever un mur autour de l'Asie (proposition soutenue par les administrateurs de NDG) et un sosie de Saddam Hussein affirme ne pas posséder le virus.

Enfin, dans une entrevue qui va au fond des choses, Bernard Derome demande aux personnes atteintes du virus: «Vous sentez-vous malade?»

## Plus loser que ça...

Dans *La Presse* en page D12 du 16 mai, section Sports plus, on nous apprend que «la fiche de Williams est maintenant de 25 défaites et deux revers en 2003». Pour la première joueuse de tennis au monde, Serena Williams, c'est la preuve évidente qu'elle doit travailler sur son revers pour transformer ses défaites en victoires...

THOMAS DÉRI

## Sommet du G8 à Évian-les-bains du 1<sup>er</sup> au 3 juin 2003

Les trois cantons suisses concernés (Vaud, Genève, Valais et la ville de Lausanne) mentionnent sur leur site Internet que les «altermondialistes» seront reçus avec bienveillance et que la Suisse approuve les manifestations pacifiques, étant elle-même à l'origine de la proposition d'élargir le G8 aux «pays émergents». Des campings et des stades sont mis à la disposition des manifestants et des négociations ont lieu avec leurs représentants parmi les plus influents (donc les plus modérés)

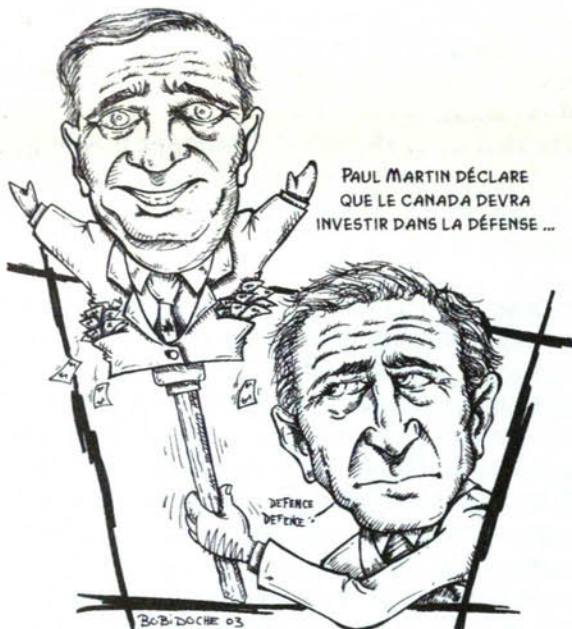
pour établir des parcours sécuritaires. On spécifie même que «les militaires ne seront pas en contact avec les manifestants» et que «la frontière entre la France et Genève sera ouverte dès le 29 mai 2003 pour permettre le passage des manifestants entre les deux régions.» Malgré tout, les opérations mobiliseront autour de 4500 policiers et soldats.

La philosophie des trois cantons est de considérer que les manifestations seront inévitables et qu'il

faut donc faire les réunions dans des endroits accessibles où les risques de dommages et de nuisances sont réduits. Certaines personnes que l'on connaît devraient s'en inspirer. Ça semble plus juste et plus démocratique que d'aller se cacher en hélicoptère dans des montagnes inaccessibles comme a choisi de le faire Jean Chrétien. Ça fait aussi moins pissou.

LE COUAC DINNER

<http://www.g8info.ch/accueil.htm>



# Boycottons ESSO!

Imperial Oppr<sup>Essor</sup>  
You're in our way.

**L**A MAINISE SUR LE PÉTROLE a été un élément déterminant de la guerre en Irak qui qu'en disent certains. Les Américains consomment 26 % de tout le pétrole produit dans le monde et ne possèdent que 2 % des réserves mondiales. Leurs réserves intérieures sont en constante diminution, d'où leur dépendance accrue au pétrole étranger. Vers la fin des années 90, les États-Unis doubleraient leurs importations de pétrole irakien. La pétrolière qui en importait le plus était alors Exxon Mobil (Esso au Canada). Cette production aurait pu être beaucoup plus importante, mais elle a été freinée par la mise en place du programme des Nations Unies «pétrole contre nourriture» que le gouvernement Bush tente toujours de faire lever. La levée des sanctions, imposées par les Nations Unies contre l'Irak, aurait notamment pour effet de permettre à ce pays d'augmenter considérablement ses

exportations de pétrole. Ce qui devient doublement intéressant pour les États-Unis. D'une part, une partie de la facture de la guerre sera payée par ces pétrodollars. D'autre part, le pétrole irakien passant sous contrôle américain (soit directement par le biais d'une administration américaine en Irak, soit indirectement par le biais des pétrolières américaines participant à la «reconstruction» de l'Irak), les exportations vers les États-Unis se feront sans restriction.

Esso est assoiffé de pétrole. Le pétrole irakien équivaut à 16 ans de consommation américaine. Exxon Mobil a affirmé à ses investisseurs qu'elle vise à augmenter de 3 % sa production mondiale de pétrole cette année, un objectif ambitieux. Pour l'atteindre, Exxon va chercher à conclure des ententes plus élaborées dans le but de maintenir ses

réserves. La pétrolière parviendra-t-elle à puiser dans les réserves du Moyen-Orient, incluant l'Irak, l'Arabie Saoudite et le Koweït? Tout porte à le croire.

### STOP ESSO

La capacité de la communauté internationale à freiner la boulimie pétrolière américaine est de plus en plus limitée. Un appel de boycott international mené par Greenpeace, et d'autres organisations internationales comme les Amies de la Terre, est en vigueur. De toutes les grandes pétrolières, Esso est celle qui

bien orchestrée autour de la création d'un fonds de recherche sur les changements climatiques dans lequel elle investira 10 millions par année pendant 10 ans. Durant la même période, elle consacrerait 10 milliards annuellement pour l'exploration pétrolière.

### Dites-le avec une bulle

Greenpeace a mis en place la campagne «Stop ESSO», invitant les consommateurs et les consommatrices à ne plus acheter de produits ESSO. Déjà, en Grande-Bretagne, les profits de la pétrolière ont chuté de 20 %.

**Exxon Mobil est assoiffé de pétrole. La compagnie a annoncé à ses investisseurs qu'elle vise une croissance de 3% de sa production, un objectif ambitieux.**

tente avec le plus d'acharnement de faire échouer les efforts internationaux de lutte contre les changements climatiques. Elle a convaincu Bush de se retirer du Protocole de Kyoto. Elle produit l'essence la plus polluante au Canada, contenant le plus haut taux de soufre à l'origine du smog. C'est la deuxième entreprise la plus profitable au monde (Wal-Mart étant en tête) avec des profits de plus de 15 milliards de dollars américains, dépassant le PIB du Pakistan.

Pour verdifier son image, Exxon Mobil a bénéficié d'une campagne médiatique

Soyez parmi les milliers de personnes dans le monde entier qui protestent contre la politique irresponsable et dangereuse du «numéro 1 mondial du pétrole» en participant au projet de photo-bulle «dites-le avec une bulle». Greenpeace au Québec aimerait que des artistes et des personnalités se joignent au grand public en prenant part à ce projet imaginaire et humoristique de photo-bulle Esso. C'est tout simple, il s'agit de se faire photographier avec une bulle Esso (rejoindre Clôde de Guise au (514) 212-5749). Des vedettes comme Lambert Wilson, Manu Chao et le groupe reggae Tryo n'ont pas hésité à le faire. Toutes les photos seront remises aux membres du conseil d'administration d'ESSO. Pour en savoir plus et participer à cette campagne, visitez le site Internet de Greenpeace: [www.stopesso.ca](http://www.stopesso.ca)

CLÔDE DE GUISE  
ET STEVEN GUILBEAULT



# Les fleurs de Mai

**L**A POLITIQUE de guerre américaine repose sur des fictions depuis le début, pures fictions dont elle se couvre et qui évoluent d'étape en étape: chasse à Ben Laden, « démocratie » à établir en Afghanistan, guerre « préventive » en Irak sous les prétextes que vous savez (« possession » d'armes de destruction massive ou, à défaut, comme on n'en trouve toujours pas, simple « possibilité » d'en fabriquer et même « présence » en Irak de scientifiques susceptibles d'en rendre la fabrication possible, jolis arguments rétrospéctifs, début mai, visant à justifier la guerre qui a eu lieu); et « démocratie » enfin rendue possible dans ce pays...

Et maintenant, dernière fiction apparue, le thème de la « paix » glissé à la faveur de l'accalmie qui suit la guerre d'Irak.

Comme il est captivant de voir flotter ces idéalizations factices et tout américaines sur les affreuses réalités de la guerre, de la conquête, des dévastations humaines, des violences du plus fort se livrant pendant ce temps à quelque chose de bien réel qui est de faire main basse sur les richesses pétrolières qui ne lui appartiennent pas!

La guerre, donc, est maintenant « passée », la « libération » est accomplie, la « démocratie » arrive, la « menace » irakienne est éradiquée, la « justice » politique va enfin prévaloir, la haute tradition des « libertés » va s'offrir, présentée au bonheur des peuples concernés par 200 000 hommes de troupe avec tanks. Voilà venues les fleurs de mai.

Cette mystification générale est maintenant portée par la fausse paix qui n'est qu'un entre-deux-guerres, tandis qu'elle accompagne et sert d'écran à une politique d'intimidation et de propagande pré-belliqueuse s'exerçant en ce moment même, début mai, sur la Syrie et le Liban ou même l'Iran.

Cette pause, pur décor, c'est (entre autres choses) pour ramener l'image de la bonne Amérique, tout sourire, tout vertu et bienveillance, sur

des conquêtes récentes qui, autrement, auraient tendance à peu se voir considérer comme des bienfaits.

Cette « paix » dont parle même M. Bush en ce moment est destinée aussi à laisser croire que les prochaines campagnes, ce n'est pas cette admirable Amérique qui en sera cause, mais au contraire les « forces du mal » qui encore une fois auront forcé la main à la « démocratie », et mis en péril la « sécurité » des USA, et obligé la machine américaine, à son corps défendant, à faire la guerre.

Cette « paix » américaine et temporaire couvre donc momentanément les guerres déjà faites et les guerres à venir, les armées encore déployées et qui serviront à nouveau, les canons toujours pointés, le Bouclier allant incessamment se construire, la « démocratie » imposée par les agents plutôt férocés du capital, les menaces dirigées sur les contrées voisines des pays « pacifiés », sans compter la politique d'expansion colonialiste d'Israël sur la Palestine, une Palestine sur laquelle on étendra bientôt une « paix » comme celle d'Irak.

Rien comme tous ces beaux discours, devant les exactions perpétrées sur les pays de l'or noir, pour le blanchiment de celui-ci.

PIERRE VADEBONCEUR



## Industrie du disque vs partage de fichier (1<sup>er</sup> de 3)

### La cyber guérilla

**A**LORS QUE LE QUÉBEC se penche sur les problèmes hautement philosophiques que soulève le post-mortem médiatico-culturel de « Star Académie » (Zachary Richard a-t-il connu une augmentation de ses ventes grâce à la victoire de Wilfred? Marie-Mai décrochera-t-elle un poste dans un Sex Shop?), dans le reste du monde, la nouvelle ère technologique envahit, telle une horde barbare, le cœur de l'industrie musicale. Des choix importants s'effectuent, des décisions historiques sont prises. Dernier combat en date, le 25 avril 2003 quand une cour de Los Angeles a statué que les concepteurs et distributeurs des logiciels Morpheus, Grokster et Kazaa n'enfreignaient pas la Loi sur les droits d'auteur.

Ce que ce jugement a d'important? Il vient affirmer que les concepteurs de logiciels de partage de fichiers comme Morpheus et Kazaa (les réseaux P2P décentralisés<sup>1</sup>) sont

dans la même situation que les fabricants de photocopieuses; c'est-à-dire qu'ils fabriquent un outil légal qui peut être utilisé à des fins légales ou illégales. Considérant qu'ils ne sont pas responsables de l'utilisation que font les consommateurs de leur produit, ils ne sont pas dans le tort en le fabriquant. Le même principe avait été appliqué, dans les années 80, pour les fabricants de cassettes vierges alors que plusieurs croyaient que cette invention allait faire disparaître la radio.

Depuis le début des procès, la Recording Industry Association of America (RIAA) s'est donnée un mal fou pour donner au débat une teneur fortement morale: « Si vous allez chercher des MP3 sur Internet, vous êtes un voleur » dit leur site de propagande (www.musicunited.net). Les utilisateurs des logiciels de transfert de fichiers ont reçu des messages tels que: « Ne volez pas la musique, vous risquez des poursuites judiciaires! » de la part d'agences engagées par la RIAA (Le Devoir, 01-05). Cette dernière envisagerait même, ces derniers temps, de bâtir de véritables virus informatiques pour attaquer les ordinateurs de ceux que l'Association appelle amicalement les « cyber-voleurs » (Le Devoir, 12-05). Le 28 avril

dernier, la compagnie Apple, géant de l'informatique et de la technologie, sortait « le premier système de musique en ligne valable » selon Steve Jobs, chef exécutif d'Apple. La nouvelle mouture du populaire iTunes permet le téléchargement de pièces musicales pour 0.99\$/pièce. Prétendant posséder la clef du problème, M. Jobs affirme, à propos des systèmes gratuits de téléchargement, qu'il « n'y a pas d'aperçu, ni de pochettes et que, pire que tout, c'est du vol. Mieux vaut ne pas souiller son karma. » (Billboard, 10-05).

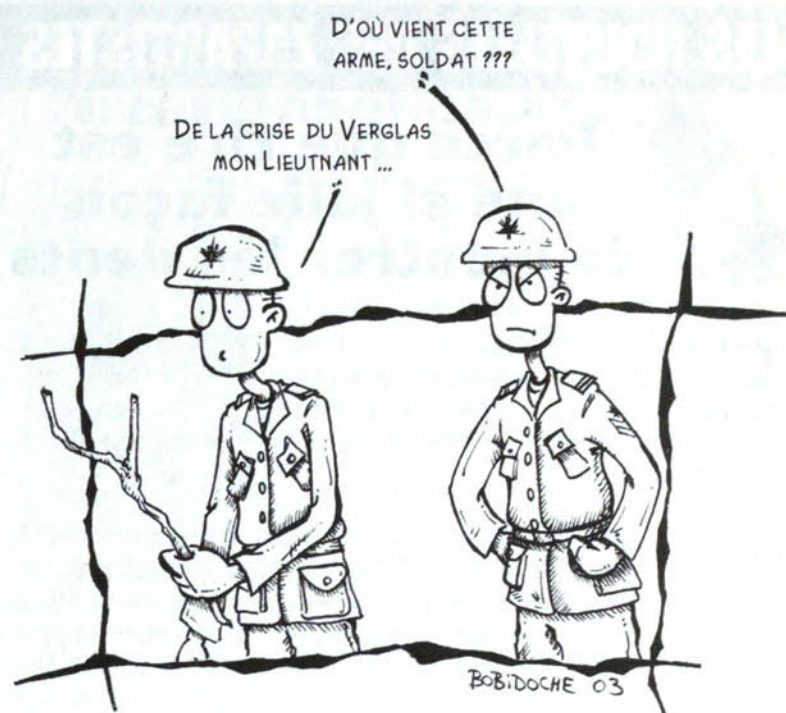
Bref, ne trouvant pas de solution adéquate pour mener sa guerre, l'industrie semble miser davantage sur la « conscientisation » des utilisateurs en faisant référence à des valeurs sociales fondamentales. Voilà une stratégie beaucoup plus politique que commerciale, ce qui laisse croire que les bonzes du disque ignorent totalement quelle approche emprunter pour résoudre un problème qu'ils vulgarisent grossièrement. Heureusement, le jugement de la cour de Los Angeles, vient remettre les choses en ordre, il démontre toute la complexité du problème.

Car il faut bien comprendre que c'est d'abord et avant tout une possibilité jamais vue que nous offre la technologie P2P. Ces réseaux pourraient aisément remplacer toutes les structures de marketing et de distribution de la musique. De fait, la présence croissante du P2P nous place devant un choix de société important, nous avons l'occasion ici de revoir notre rapport avec les artistes du domaine musical. Le système traditionnel de distribution et de promotion de la musique connaîtra sous peu des transformations majeures. Dans le domaine culturel, nous nous trouvons à l'aube d'une révolution.

Dans le prochain article de cette courte série nous verrons quelle est la situation réelle de l'industrie musicale actuelle et qui en tire la grosse part de profits.

MARC-ANDRÉ MONGRAIN  
SIMON TREMBLAY-PEPIN

<sup>1</sup> Réseaux d'ordinateurs qui, grâce à Internet et à un logiciel client, peuvent échanger des fichiers sans passer par un serveur. Par opposition, Napster était un « réseau P2P centralisé » car il avait besoin de serveurs.



## Les armes de destruction massive? Ha! Ha! Ha! What a joke!

**P**ENDANT QUE BUSH et consorts cherchent les armes de destruction massive de Saddam « exit » Hussein, les discussions internationales vont bon train pour la reconstruction en Irak. C'est que, voyez-vous, il y a eu destruction (bien que non massive!) dans cette région. Et puis, à quoi cela servirait-il de tergiverser sur des milliers de vies détruites, de chercher un ou des coupables à cette agression euh pardon attaque préventive, même si elle fût déclarée illégale par la France, l'Allemagne, la Russie et l'opinion internationale, quand nous sommes à l'heure de fournir des bras pour la reconstruction. « À nous de reconstruire », disent Rumsfeld, Powell, Rice et tutti quanti. Mais ce pays, l'Irak, à qui appartient-il au juste? Ou plutôt à qui appartiendra-t-il bientôt? Aux Chiites? Surtout pas. Aux Américains? À l'ensemble des co-alliés? On verra bien dans les jours qui suivront, mais on peut se demander d'ores et déjà à qui appartiendra ce pays, certainement pas aux Irakiens. Il appartient déjà aux gourous de la mondialisation, de la pensée unique, du Bien unique qui est l'apanage des Républicains, par chez nous on parle de convergence mais ça c'est une autre histoire. Pour l'heure, on se fout bien de trouver quelques armes de destruction massive que ce soit, l'hégémonie américaine étend ses tentacules avec la carte maîtresse du terrorisme. « Tu n'as pas d'armes de destruction massive mais moi je prétends que tu en possèdes à profusion et cela légitime une attaque préventive, surtout si tu possèdes des richesses intéressantes comme du pétrole, par exemple. » Où sont les armes? où est Saddam? où est Ben Laden? Bien à l'abri, à l'abri des médias surtout.

RENÉ O. GIRARD

## Entendu à Radio-Canada

**L**A SEMAINE DERNIÈRE au Montréal Express, Simon Durivage s'est esclaffé en entendant René Mailhot rapporter la nouvelle concernant la réaction des Irakiens à la présence américaine. Ceux-ci ne veulent plus tellement les voir dans leur paysage. Y'en a même qui disent, oh scandale!, que Saddam Hussein et George Bush sont de connivence dans toute cette histoire, de là le rire de Simon. Il trouve impensable une telle idée. Voilà un animateur endormi qui écarte la possibilité d'une hypothèse fort intéressante. Car lorsque l'on envisage la possibilité qu'il y ait eu entente entre Bush et Hussein, comme entre Bush et Ben Laden on voit les choses sous un angle différent. On ne veut pas les trouver car on sait très bien où ils sont. Sans doute qu'ils bénéficient d'une retraite dorée quelque part, bien protégés et bien à l'abri. Les Américains ont obtenus ce qu'ils voulaient en Afghanistan et en Irak, maintenant ils se tournent vers d'autres horizons.

RENÉ O. GIRARD

## Une leçon

**L**institutrice: « où est Dieu mon p'tit Georges? » « Dieu est partout » de répondre Georges. « Est-ce que l'on peut le voir? » lui demande-t-elle. « Non, on ne peut pas le voir » répond candidement le petit Georges. « Mais alors, lui dit-elle, si on ne peut le voir comment peut-on affirmer qu'il est partout? ». « Par la foi » répond promptement le petit Georges et l'institutrice de le corriger « Mais non, combien de fois devrais-je te le répéter, par la propagande ». Georges, on le sait, a très bien compris la leçon depuis.



## LES NOUVELLES DES ZAPARTISTES



### Parce que rire est une si jolie façon de montrer les dents

**COLIN POWELL** confirmait ce matin que l'ONU aura un rôle à jouer dans l'après Saddam sans préciser ce rôle. Selon certaines sources, Washington qui tient toujours l'ONU en haute estime la chargerait de l'inspection des toilettes chimiques américaines.

Les contrats pour la reconstruction de l'Irak ont presque tous été accordés à des compagnies proches de l'administration Bush. Déception pour une entreprise québécoise qui croyait en ses chances: Club piscine. Mais il reste un espoir, puisque son projet de pataugeuses moulées dans les trous des missiles Tomahawk est toujours à l'étude.

Crise du SRAS, selon la presse chinoise, un studio de cinéma de Pékin projette de tourner un long métrage sur l'épidémie de SRAS dans lequel l'actrice Gong Li jouera le rôle d'une infirmière combattant l'épidémie. Le rôle du SRAS a quand à lui été proposé au maire de Toronto, Mel Lastman.

Toujours dans le dossier de la pneumonie atypique, l'Organisation Mondiale de la Santé a levé son interdit et déclaré Toronto de nouveau fréquentable. Par contre, elle garde en vigueur son avis d'éviter à tout prix le maire de Toronto, Mel Lastman.

À la suite des élections, la déception était vive à l'ADQ qui a vu sa popularité fondre comme neige au soleil et on a vu les crottes sur sa pelouse.

Mario Dumont voit quand même du positif au recul de son parti: n'ayant obtenu que quatre sièges, l'ensemble du cocus adéquate pourra se déplacer dans une seule voiture. On prévoit d'ailleurs qu'il s'agira d'une mini-Austin puisqu'ils n'ont aucun bagage...

Cuba a été réélu pour trois ans à la commission des droits de l'homme de l'ONU. Heureux, Fidel Castro a livré un bref discours de 8 heures et fait exécuter 79 dissidents.

En Palestine, dans les territoires occupés, un soldat israélien a tué par balle un cameraman travaillant pour Associated Press. Ce que nie fermement l'armée israélienne. Selon des haut-grades, rien ne prouve que le cameraman n'ait pas succombé à un arrêt cardiaque AVANT d'être touché par la balle.

Un scientifique irakien a fourni des preuves sur l'existence d'armes de destruction massive en Irak. Il a également affirmé que Bagdad avait envoyé des armes en Syrie et coopéré avec Al-Qaeda. Pour 300 000 dollars de plus, il est prêt à dire que Saddam mangeait des ti-z'enfants.

La liberté de presse dans le monde est toujours menacée puisque 128 journalistes sont actuellement emprisonnés dans 22 pays. Izzy Asper, président de CanWest Global trouve la situation scandaleuse et affirme qu'il fera tout en son pouvoir pour doubler le nombre d'emprisonnements d'ici un an.

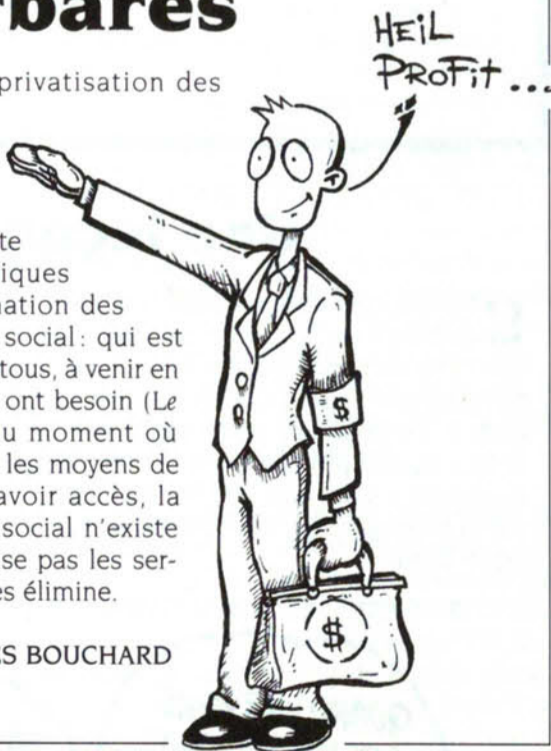
Charles Biddles junior a été filmé en train de ramper nu au milieu d'un champ de betteraves en compagnie de deux loutres de Sibérie. Il ne peut malheureusement pas fournir d'explications sur la signification de tout cela, car pour ce contrat aussi il remplaçait un ami à la dernière minute.

FRANÇOIS PARENTEAU, FRANÇOIS PATENAUDE, FRÉDÉRIC SAVARD, CHRISTIAN VANASSE.

## Les Privatisations barbares

L'expression «privatisation des services sociaux» est en soi un mensonge. C'est de la novlangue de spécialiste en relations publiques pour dire «élimination des services». Service social: qui est destiné au bien de tous, à venir en aide à ceux qui en ont besoin (*Le Robert*). À partir du moment où seuls ceux qui ont les moyens de payer peuvent y avoir accès, la notion de service social n'existe plus. On ne privatise pas les services sociaux, on les élimine.

JACQUES BOUCHARD



## Avancez en arrière

DANS LA SUITE SANS FIN de bavures relevant des incompétentes autorités en matière de transport en commun, la plus récente mais non la moindre si le public ne se décide pas à mettre quelques dossiers (santé - pas maladie, Hydroculté, déforestation, etc.) en perspectives, consiste à hausser les tarifs « consentis » aux « usagers » dans la grande région de Montréal.

Les guillemets revêtent toute leur importance dans la mesure où lorsque l'on se fait consentir quelque chose on ferme sa grande gueule et, quand on n'est qu'usager, on n'a qu'à débarquer pis à marcher si ça fait pas notre bonheur... Et le protocole de Qui auto (!) ça vous sonne pas les grelots, nom d'un klaxon? De toutes manières, déjà, le transport en commun sert principalement à charrier la main-d'oeuvre au labeur. Le prix prohibitif empêche quiconque refuse de boulonner à perpette ou qui s'adonnerait à vivre aux tentacules de l'État (ce qui revient à dire en liberté surveillée) d'embarquer. Exit le transport en commun et, de plus en plus, parlons de hors du commun pour ceux qui n'arrivent plus à suivre les véhicules présumés pour tous.

Par ailleurs, en région - un euphémisme pour dire nulle part -, le transport qui s'appelait train s'est nommément fait assassiner par des grosses viandasses de pétrolières et de chars. Le plouc a toujours le « choix » d'améliorer son coquin de sort au volant d'un t'char (facilités de paiements... toi pas

l'inquiéter) et les marchandises sont brinquebalées dans une armada de trucks aux roues innombrables et crachant des bouffées de diesel. Pourquoi faire simple et convivial quant on peut tartiner des autoroutes larges comme ça; même dans les agglomérations pour bipèdes et... stationnements.

Dans ce paysage autoroutier du chacun pour soi, on se remémore la récente introduction du virage à droite au feu (les pompiers) rouge. Gageons que voilà un prélude au futur U turn autorisé si vous avez manqué votre coup (genre que le piéton gigotte encore après avoir été écrasé dans les règles de l'art).

Cette diatribe souhaite néanmoins laisser quelques pistes aux amateurs qui marchent, courent (après l'autobus) et roulent en vélo. Joindre des associations pour déplacer le centre de gravité des transports serait déjà un bon point. Il y a bien Transport 2000 Québec ([www.transport2000qc.org](http://www.transport2000qc.org)) qui regroupe les usagers du transport collectifs, Vélo Québec ([www.velo.qc.ca](http://www.velo.qc.ca)). Les mesures d'apaisement de la circulation auto ([ruespourtous@yahoo.ca](mailto:ruespourtous@yahoo.ca)), etc. Évidemment, secouer les puces de l'AMT (Agence métropolitaine de transport) à qui nous devons ce dérisoire jeu de prix qui reporte encore un centre ville sans auto et le libre accès, comme choix de société, aux transports en commun.



RAMON VITESSE

### Économie participative 3

## Rediviser le travail

**Le Couac vous propose cette série sur les principes de l'économie participative sous la plume de Jean-René David qui a fait un stage auprès de Michael Albert, théoricien de l'ÉCOPAR.**

J'ai parlé le mois dernier des conseils de travailleurs dans lesquels chaque personne a sur les décisions une influence proportionnelle aux effets que cette décision aura sur elle.

Qu'arriverait-il, même dans cette structure formellement égalitaire, si certaines personnes avaient exclusivement, dans leurs activités quotidiennes, des tâches où elles avaient à exercer leur jugement, où elles étaient en contact avec toutes sortes d'informations sur l'entreprise alors que d'autres personnes faisaient un travail répétitif

et monotone toute la journée? Quelle serait la dynamique dans les réunions des conseils de travailleurs? Vous l'avez deviné. Les premiers auraient beaucoup plus d'initiative et d'information que les seconds et on peut prévoir qu'à terme, même si la structure décisionnelle est égalitaire en théorie, la volonté des premiers prévaudrait en pratique.

Comment contrer cette dynamique afin d'obtenir un milieu de travail plus égalitaire en pratique? Poser la question c'est y répondre: diviser le travail autrement.

Qu'est-ce qu'un emploi? C'est un ensemble de tâches. Même l'emploi le plus ennuyeux n'est pas composé d'une seule et unique tâche. Le problème est que dans notre économie, les tâches valorisantes et stimulantes sont regroupées ensemble pour former certains emplois alors que les tâches ennuyeuses et salissantes sont regroupées à leur tour pour former d'autres emplois. Et pour bien faire, les premiers sont mieux payés que les seconds! Il n'y a rien de moral dans la façon dont est organisée notre économie.

L'écopar propose de re-diviser le travail de façon à ce que chaque personne fasse sa juste proportion de tâches répétitive et généralement désagréable. Chaque personne a aussi, dans ce qu'on appelle un « complexe équilibré de tâches » (CET), une juste proportion de responsabilités et de tâches demandant réflexion et jugement.

Il ne s'agit pas d'une rotation où le PDG descend faire les toilettes une fois par mois. Il s'agit plutôt d'une réorganisation permanente et continue dans laquelle les gens, sans tous faire la même chose, ont tous un ensemble de responsabilités équivalent en terme de désirabilité, de stimuli et... d'ennui.

Si on revient maintenant à la rémunération du travail d'éboueur dont nous parlions le mois dernier, les choses deviennent plus claires. Le tra-

vail d'éboueur n'existerait pas comme tel dans une écopar parce que chaque personne faisant ce travail aurait aussi, dans son complexe équilibré de tâches, une proportion de travail plus stimulant. On pourrait même prévoir qu'il aurait un segment très stimulant à ses activités pour équilibrer le fort désagrément que lui pose le ramassage des vidanges.

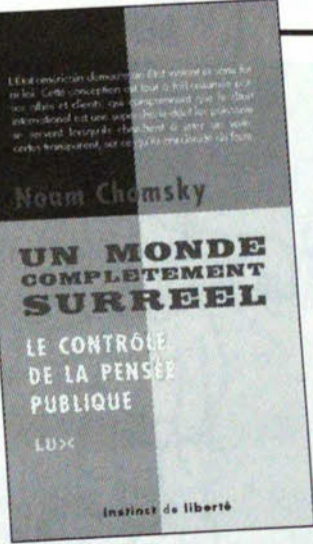
Et quelle serait sa rémunération? En proportion à l'effort et au sacrifice que demandent ses activités. S'ils sont bien conçus, les CET demande un effort et des sacrifices qualitativement équivalents pour tous. La rémunération est donc entièrement déterminée par le temps qu'une personne passe au travail. Si elle travaille plus longtemps — donc fait plus d'effort — elle est mieux rémunérée et inversement. Nous revenons donc à quelque chose qui s'apparente à un salaire horaire!

Mais au fait, équilibrer les tâches dans une entreprise c'est bien beau mais qu'arrive-t-il à l'équité lorsque certaines gens ont un CET dans une mine de charbon alors que d'autres ont leur CET dans une chic bijouterie du centre-ville?

La solution — et quelques-unes de ses répercussions sociales — le mois prochain.

JEAN-RENÉ DAVID  
[jrdavid@arobas.net](mailto:jrdavid@arobas.net)

**Noam Chomsky est l'intellectuel américain le plus connu à travers le monde. Professeur au Massachusetts Institute of Technology (MIT) à Boston, il mène aussi une vie de militant libertaire. Les trois essais rassemblés ici avaient été publiés pour la première fois en brochure.**



LUX



MUSIRONIE  
samedi 17h  
101,5 FM

CISM  
89,3 FM

Pas obligé de faire le tour de la Gaspésie pour voir Pat Babin...



Aux berges du lac Castor

Auberge, huttes et camping

[www.laccastor.com](http://www.laccastor.com)  
(819) 268-3339

## Le regard de l'anthropologue

L'ANTHROPOLOGUE a peut-être une grille plus valable que l'économiste ou que le politologue pour analyser le système international. C'est à peu près ce qu'on se dit en refermant *Après l'empire* d'Emmanuel Todd. Celui qui avait réussi à prédire le déclin du système soviétique en 1976 avec *La chute finale*, offre un regard frais sur la position des Etats-Unis dans le monde.

En se basant sur le taux d'alphabétisation et le taux de natalité, Todd démontre à quel point les différents États du monde sont en train non seulement de se stabiliser mais également de gagner leur indépendance économique. Voila son renversant postulat: ces deux facteurs sont les moteurs des changements économiques et non l'inverse (comme l'affirme souvent les économistes des deux extrêmes du spectre idéologique).

On poursuit l'analyse en examinant la capacité d'action des Etats-Unis sur ces nations à l'indépendance idéologico-économique grandissante et on constate qu'elle est considérablement réduite. Qu'est-ce qui le démontre? Le déficit de la balance commerciale américaine, ces 500 milliard de \$ de trop que les Etats-Unis dépensent à l'extérieur, cette dépendance qu'ils ont face au reste du monde.

Leur interventionnisme impérial devient donc le symbole d'une faiblesse croissante. Alors que la domination américaine d'avant la chute de l'URSS était inéluctable car souhaitée par la plupart des dominés, elle devient fragile par son incapacité à s'imposer dans le domaine économique. Les dirigeants américains se livre donc à un « micromilitarisme théâtral » qui les

fait écraser des pays faibles pour démontrer leur capacité militaire, alors qu'ils se refusent toute agression directe avec le seul adversaire d'importance comparable, la Russie. Même chose au niveau économique où l'empire fait tout sauf s'occuper des liens avec les deux pôles importants de son pouvoir: l'Allemagne et le Japon.

Si l'approche d'Emmanuel Todd, bien grossièrement exposée ici, est claire et parlante, elle ne sombre pas moins parfois dans une certaine facilité. La Russie y est souvent présentée avec beaucoup de complaisance, on fait de Moscou une sympathique puissance moyenne sur la pente descendante plutôt calme et rassurante (on se demande un peu ce qu'on doit penser du cas tchéchène). De plus, les États-Unis des années 1950 à 1965 sont présentés comme « l'empire du bien ». Terme maladroit s'il en est, surtout quand on se remémore, entre autre, l'appui à la dictature de Batista et les interventions au Guatemala et ailleurs.

Tout de même, Todd a également le mérite de tenir tout au long de son essai une étude de deux textes importants de la politique américaine actuelle: *The Grand Chessboard* de Brzezinski et *La fin de l'Histoire* de Fukuyama. En conclusion, ne subsistera que le cœur de la théorie néo-réaliste de Brzezinski (l'Eurasie est le nouveau centre stratégique) et *La fin de l'Histoire* apparaîtra comme un vœu pieu simpliste. Décidément, l'anthropologue a plus d'un tour dans son sac...

SIMON TREMBLAY-PEPIN

TODD, Emmanuel, *Après l'empire*, Paris, Gallimard, 2002, 233 pages.

Emmanuel Todd



Gallimard

## Histoire de papes

LE 11 MAI DERNIER, Mario Roy ajoutait une pierre au monument qu'il érige jour après jour aux intellectuels, aux entrepreneurs et aux guerriers fascistes néolibéraux. Dans une chronique littéraire consacrée à *La nouvelle puissance américaine*, le dernier opus de Henry Kissinger, Roy écrit: « Le bouquin du pape de la diplomatie... ». Henry Kissinger, un des plus grands criminels de guerre du XX<sup>e</sup> siècle, « le pape de la diplomatie »? Un pape qui doit s'abstenir de voyager dans certains pays, de peur d'avoir à répondre à des accusations de crimes contre l'humanité. Les actions « diplomatiques » de Kissinger ont fait un million de morts au Cambodge, un autre million au Vietnam, un demi million en Indonésie, deux cent mille au Timor Oriental, des centaines de milliers en Amérique Centrale et en Amérique du Sud, etc. Et Hitler il était quoi? Le pape des camps de vacances?



## Les fachos vs les moumounes

« LES AMÉRICAINS viennent de Mars et les Européens de Vénus », selon Robert Kagan, qui n'est pas « un obscur Américain », comme l'écrivait naïvement Christian Rioux, le correspondant du *Devoir* à Paris. « Je ne sais pas comment Robert Kagan a fait pour avoir la prémonition de cette guerre », écrit Rioux, après avoir lu *La puissance et la faiblesse* (Le Devoir 28-3). Fastoche! « Kagan est l'un des intellectuels néo-conservateurs qui ont vendu au président américain l'idée d'un changement de régime en Irak comme première étape vers la transformation du Moyen-Orient » (La Presse 10-4). Robert Kagan est aussi le co-fondateur du Project for a New American Century (PNAC) avec William Kristol, l'éditeur du *Weekly Standard*, un des principaux organes de diffusion de la pensée néofasciste des faucons étatsuniens. Le PNAC a été créé dans le but exprès de promouvoir Globocop, c'est-à-dire la présence militaire étatsunienne pour tenir le rôle de gendarme international, partout dans le monde où les multinationales y voient un quelconque intérêt financier ou géopolitique. Depuis les attentats du 9/11, les néocons des *think tanks* de droite multiplient les ouvrages de propagande guerrière, que les éditorialistes et les chroniqueurs présentent à leurs lecteurs pour des analyses politiques indépendantes, voire prémonitoires.

Selon Kagan, l'Europe a renoncé à la puissance militaire au bénéfice d'un monde clos fait de règles, de négociations et de coopération transnationale. De leur côté les États-Unis considèrent que « les lois et les règles internationales sont peu fiables et la vraie sécurité ainsi que la défense et la promotion d'un ordre libéral dépendent toujours de la détention et de l'usage de la force militaire ». Il n'en a pas toujours été ainsi. À l'époque coloniale, l'ordre était inversé. Les conquérants européens étaient des combattants, alors que les Pères fondateurs des États-Unis, militairement plus faibles que la Mère patrie, affirmaient que le droit et l'opinion internationale, devaient l'emporter sur la force brutale.

Le déclin de la puissance militaire de l'Europe a commencé avec la Première Guerre mondiale. Dans l'entre-deux guerres, la France et l'Angleterre, affaiblis et désirant éviter une nouvelle guerre, tentent de contenir la puissance mi-

litaire nazie par des traités. Hitler attaque malgré les traités. L'éclatement de la Seconde Guerre mondiale serait donc une preuve irréfutable que l'endiguement d'un ennemi par des traités est inefficace. La preuve que la paix s'impose par les armes et non par des traités. Circonstances aggravantes, dans leurs efforts de reconstruction après la guerre, les pays européens ont négligé de moderniser leur arsenal militaire. Résultat, les puissances coloniales européennes détruites par les deux guerres mondiales, n'avaient plus les moyens militaires de maintenir la paix par la force dans leurs colonies. Les innombrables conflits armés qui dévastent actuellement ces anciennes colonies du tiers-monde et du Moyen-Orient (et donneraient naissance au terrorisme), viendraient donc de cette faiblesse militaire volontaire. Aujourd'hui, à cause de cette négligence, voilà les Alliés (y compris le Canada) obligés de compter sur la puissance étatsunienne pour assurer leur défense et la sécurité internationale, sans en payer le prix.

C'est la fameuse théorie du *free lunch*... « Ils préfèrent garder leurs deniers pour financer leur système de sécurité sociale, prendre des longues vacances et travailler moins d'heures par semaine », écrit Kagan. « Pour les uns et pour les autres, la tâche consiste à s'adapter à la nouvelle réalité que constitue l'hégémonie américaine. Et peut-être, comme aiment le dire les psychiatres, le premier pas pour régler un problème est-il de comprendre la situation et d'accepter son existence », conclut Kagan.

Pour Kagan, et toute la clique de penseurs néofascistes gravitant autour de la Maison Blanche, les problèmes du monde moderne sont dus à un manque de flics. Il n'y a pas une ligne sur les conditions de travail esclavagistes imposées aux travailleurs des pays pauvres dès l'enfance par les sous-traitants des multinationales, et l'effroyable pauvreté qui en résulte et pousse ces travailleurs à la révolte. Voilà un nouvel empire colonial mondial hypermilitarisé auquel nous devons nous opposer, comme de raison.

JACQUES BOUCHARD

Robert Kagan, *La puissance et la faiblesse*, Plon, Paris 2003

## Des paysans contre l'irrationnel capitaliste



LES QUESTIONS AGROALIMENTAIRES deviennent de plus en plus des enjeux socio-politiques majeurs dans les pays industrialisés. Pollution des sols et de l'air, épuisement des sols qui oblige l'utilisation de fertilisants de synthèse, monocultures destructrices de diversité alimentaire et d'emplois, spéculation sur les sols, industrialisation des campagnes, prolétariat des agriculteurs face aux grandes compagnies et aux « intégrateurs » (des non-agriculteurs qui exploitent des cultures industrielles en sous-traitance): la liste s'allonge sans cesse. Il faut y rajouter les problèmes pour la santé humaine: intoxications alimentaires, allergies, résistance aux antibiotiques, cancers. Particulièrement exacerbées en Europe suite aux scandales de la « vache folle » et des poulets à la dioxine, ces questions font leur irruption au Québec depuis quelques années.

Il apparaît, à l'observation du secteur agroalimentaire québécois, que celui-ci s'est développé en vase clos autour de l'axe constitué par le ministère de l'Agriculture, des pêcheries et de l'alimentation (MAPAQ) et l'Union des producteurs agricoles (UPA). (voir autre texte page suivante). C'est ce que s'applique à démontrer Roméo Bouchard dans son dernier essai, *Plaidoyer pour une agriculture paysanne*. Bouchard est un ancien agriculteur biologique qui a été fort actif dans le milieu syndical agricole. Retraité depuis quelques années, il n'a pas quitté ses amours agricoles et est à l'origine de la coalition Sauver les campagnes qui, entre 1998 et 2001, a rassemblé des dizaines de comités de citoyens opposés à l'installation de mégaporcheries. Il est aussi un des cofondateurs de l'Union paysanne, ce nouveau syndicat agricole qui tente, depuis deux ans, de casser le monopole syndical légal de l'UPA.

Ce livre constitue donc la base théorique et pratique de l'Union paysanne, son *vade-mecum*. Bouchard tente de re-définir la question agricole en la re-posant dans une perspective plus large, celle de la « santé du monde »: c'est dire que l'agriculture n'est pas qu'une activité de production comme les autres. C'est dire que cultiver équivaut à transformer l'environnement et que cela doit s'accompagner d'une responsabilité des agriculteurs envers la nature et les habitants du territoire. C'est accepter la « multifonctionnalité » de l'agriculture: sa mission nourricière, certes, mais aussi sa mission sociale d'occupation du territoire, de création d'emplois et de lien social.

Son plaidoyer dépasse donc largement les balises à l'intérieur desquelles le capitalisme agricole contient l'agriculture. Mais en plaidant pour une agriculture « à échelle humaine », qui se cristallise dans le modèle des fermes familiales diversifiées et facilement transmissibles aux descendants, il y avait danger de passer pour traditionaliste et passiste, ce que l'UPA ne manque jamais de rappeler. Pourtant le livre de Bouchard n'élabore pas ce type de discours. Au contraire, cet essai s'inscrit dans la droite ligne de la re-découverte de l'échelon local à l'heure de la globalisation. Il constitue une thèse bien défendue qui fait appel à la raison moderne, au discours scientifique (écologiste et agronomique) et aux savoirs traditionnels des paysans pour montrer comment l'industrialisation des campagnes est menée en sous-mains par des gens qui n'ont que l'intérêt du profit en tête et qui répondent invariablement à une logique du court terme, ce qui est loin d'être rationnel lorsqu'on a affaire aux cycles naturels.

On ne saurait assez recommander la lecture de cet essai qui a le mérite de jeter un pavé politique dans la mare de lisier que sont en train de devenir nos campagnes. L'agrobusiness et l'économie politique de l'agriculture québécoise en prennent pour leur rhume, OGM, pesticides et gestion liquide des fumiers sont mis en perspective afin de montrer qu'il est possible, à l'heure du village global, de se réapproprier la souveraineté de l'utilisation de notre sol, condition essentielle de la souveraineté tout court.

MARCO SILVESTRO

Roméo Bouchard (avec la collaboration de Maxime Laplante), *Plaidoyer pour une agriculture paysanne. Pour la santé du monde*, Montréal, Éditions Écosociété, 2002.

## Serge Ferrand Papa, à quoi sers-tu?

Diplômé du Centre International d'Études Supérieures de Journalisme de Strasbourg, Serge Ferrand travaille surtout à défendre la cause des relations père-enfants par la réalisation de documentaires et par l'écriture. Il écrit et réalise en 2002 un moyen métrage intitulé « Entre Père et fils » produit par les Productions Icotop Inc. Il publie maintenant un livre sur le tournage du film.

Serge Ferrand  
*Papa, à quoi sers-tu?*



BESOIN D'  
ON A TOUS UN PÈRE

Serge Ferrand — *Papa, à quoi sers-tu?* (25\$ par la poste)  
Bon de commande à nous retourner

par courrier: LES ÉDITIONS OPTION SANTÉ ENR,  
675, Marguerite Bourgeoys, Québec  
(Québec) G1S 3V8

Je règle par:  Mandat  Chèque

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Téléphone \_\_\_\_\_

Courriel \_\_\_\_\_

En vente dans toutes les librairies, 18,95\$ (+ tx) - Par correspondance 25\$  
www.optionsante.com et info@optionsante.com

# Casser un monopole dans le syndicalisme agricole

**Il existe au Québec une situation aberrante: un monopole de la représentation syndicale agricole détenu par l'Union des producteurs agricoles du Québec (UPA). Même si l'UPA est constitué de plus de 200 syndicats de base, les hautes instances de l'organisation sont, traditionnellement, corporatistes et conservatrices. Or voilà qu'elles sont devenues néolibérales en plus et que productivité, croissance et exportation sur les marchés mondiaux sont devenus les maîtres-mots des Barons de nos campagnes. Au détriment, comme d'habitude, des petits agriculteurs et des consommateurs.**

**A**U QUÉBEC, où la population est urbanisée à plus de 80%, il s'est bâti dans nos campagnes un véritable cartel d'agriculteurs et d'industriels qui contrôlent le secteur agro-alimentaire. Le régime institutionnel agricole québécois est un exemple presque parfait de convergence et de synergie. Il repose sur trois bases solides:

1. D'abord une situation de monopole syndical légal en faveur de l'UPA qui lui assure la cotisation des quelques 40 000 « producteurs agricoles » enregistrés. La Loi sur les producteurs agricoles définit une association agricole comme « Une confédération [...] groupant des syndicats, des syndicats spécialisés, des fédérations ou des fédérations spécialisées », ce qui correspond exactement à la structure de l'UPA. Et l'association accréditée, c'est-à-dire reconnue comme interlocutrice du ministère, c'est « L'association reconnue par la Régie [des marchés agricoles et alimentaires] comme association représentative de l'ensemble des producteurs du Québec ».

Ça a le mérite d'être clair: un seul syndicat, qui doit prendre la forme d'une confédération. Or depuis 1972, l'UPA s'est beaucoup bureaucratifiée, énormément centralisée et le pouvoir s'est déplacé vers le haut de l'organigramme. Parallèlement s'est élevé au Québec une élite agricole qui est toujours proche des hautes instances syndicales. De plus, depuis 1995 et grâce au gros Parizeau, les agriculteurs sont obligés de cotiser à l'UPA pour être éligibles à plusieurs programmes ératiques d'assurance et de remboursement de taxes. Cela fait en sorte qu'aujourd'hui les grands chefs du syndicat tiennent littéralement en otage les producteurs agricoles qui n'osent pas contester de peur de perdre leur aide publique, ce qui équivaldrait à la faillite pour la majorité.

2. S'ajoute à cela un système de contrôle de l'offre des produits agricoles qui passe par l'achat de quotas de production sur un micro-marché dans chaque branche (lait, œufs, volaille, porc, cultures maraîchères, bovins, etc.). Ce système, baptisé « plans-conjoints » (voir l'encadré), fut inspiré par des idéaux progressistes, dans une logique d'accroissement du pouvoir des agriculteurs face aux grandes compagnies de transformation et de distribu-

tion. Or aujourd'hui les quotas de production se vendent de plus en plus cher et les riches et les gros les concentrent dans des exploitations agricoles de moins en moins nombreuses et de plus en plus grandes. Dans ce système où il faut passer par une agence unique de vente pour écouler ses produits, il est impossible au petit agriculteur de faire sa place et de contrôler le prix de vente. Et les agences de vente explorent et développent les marchés internationaux. Pour cela, il faut cependant être compétitif et jouer les règles du jeu. Ainsi le prix du porc québécois sur les marchés internationaux dépend de l'humeur de la bourse de New York.

3. Enfin, le volet financier se place bien pour devenir le pilier central de la domination de l'UPA sur le monde agricole. Cela s'exprime par le biais de la Financière agricole du Québec, une institution financière créée par l'État mais contrôlée dans les faits par des dirigeants, des employés ou des sympathisants de l'UPA. La Financière agricole est responsable depuis avril 2001 des six lois qui encadrent le crédit agricole et les programmes d'assurance-stabilisation des prix et des récoltes. Bien que dépendante du MAPAQ selon la loi, ce sont les gros ténors de l'UPA qui tirent les ficelles et qui installent tranquillement leur emprise sur le financement de l'agriculture québécoise.

Toute cette structure influence d'autres secteurs de la vie sociale. Principalement la protection de l'environnement: l'agriculture est devenue la première source de pollution au Québec et malgré des avancées certaines, les agriculteurs sont à peu près dispensés de protéger l'environnement. Le Devoir révélait dernièrement (17-05) l'existence de pratiques d'épandage « préventif » de pesticides. Ce ne sont pas là des pratiques nouvelles, au contraire. La vie démocratique des municipalités rurales est aussi affectée par le « droit de produire » des agriculteurs, qui restreint les pouvoirs des citoyens ruraux devant l'implantation d'exploitations agricoles industrielles comme les mégaporcheries. Enfin, les agriculteurs, notamment les maraîchers, disposent d'une clause dérogatoire à la Loi sur les normes du travail qui les dispense de payer le salaire minimum à

certaines travailleurs parmi les plus vulnérables.

## Une solution radicale

Devant cette situation qui est en train de tuer la diversité agricole du Québec pour faire de nos campagnes un énorme parc industriel pollué, 3000 personnes, agriculteurs et citoyens, ont formé l'Union paysanne il y a deux ans. Ce syndicat enregistré selon la Loi sur les syndicats professionnels tente de se faire reconnaître par le MAPAQ et la Régie des marchés agricoles. Mais voilà: y'a le monopole. Alors des délégués de l'Union paysanne se sont réunis en congrès spécial le 26 avril dernier afin de débattre de la question du « pluralisme syndical » et de prendre une importante décision sur son orientation future.

L'Union paysanne propose un système semblable à celui qui existe dans le secteur de la construction au Québec ou de l'agriculture en France: chaque agriculteur enregistré choisirait le syndicat qu'il veut appuyer lors de votations triennales, et il lui paierait une cotisation en conséquence. Les deux syndicats qui arrivent premiers, ainsi que ceux qui recueillent plus de 15% des voix, seraient reconnus comme des associations accréditées ayant voix au chapitre (devant le MAPAQ, la Régie et sur les plans-conjoints). Ce système permet une meilleure représentation syndicale et favorise le pluralisme des idées dans ce secteur dominé actuellement par la pensée néolibérale. Il permet de faire valoir plusieurs visions de l'agriculture, notamment l'agriculture de terroir, biologique, spécialisée dans les petites cultures artisanales, etc.

Le modèle de l'Union paysanne remet aussi en question la structure des plans-conjoints. Ils ne sont pas totalement déniés, car leurs fondements sont progressistes et ils sont des leviers de pouvoir pour les agriculteurs. Cependant, leur structure actuelle est monolithique et étouffe tous les petits producteurs. En introduisant plusieurs joueurs syndicaux dans les discussions sur les orientations des plans-conjoints, il sera plus facile de faire de la place à ceux qui ne veulent pas nécessairement faire « de l'industriel ». Le secteur acéricole demeure un très bon exemple: le sirop d'érable est encore une production largement artisanale et familiale au Québec.

Si la proposition de l'Union paysanne réussit à faire son chemin parmi les agriculteurs – ce qui est fort probable parce que les pratiques de l'UPA font de plus en plus de mécontents – tout cet édifice institutionnel risque de s'écrouler: la Loi sur les producteurs agricoles devra être modifiée pour élargir les défini-

tions de producteur et d'association syndicale. Le système des subventions devra être complètement renversé. Pour l'instant, le système des subventions agricoles fait en sorte de favoriser les plus gros qui s'orientent vers « le modèle américain », c'est-à-dire la monoculture industrielle géante. L'Union

l'agriculture et à ses dimensions sanitaires et environnementales sont souvent des spécialistes de ces questions. La plupart sont assez scolarisés, de niveau universitaire. L'élément le plus déterminant est qu'ils s'intéressent vraiment à ces questions et qu'en conséquence ils se sont renseignés. Ils connaissent les effets présumés des OGM. Ils savent que leur puit a été contaminé parce que les terres cultivées sont trop drainées et qu'on y étend trop de pesticide. Dire qu'ils ne sont pas spécialistes revient à dire qu'ils

**Quand on sait que de plus en plus de producteurs ne mangent plus ce qu'ils produisent, doit-on en conclure à un manque d'information de leur part?**

paysanne propose plutôt « l'éco-conditionnalité » qui soumettrait l'octroi de subventions au respect d'un cahier de charges écologiques. Et elles diminueraient en fonction de la taille des exploitations.

Choisir de défendre ces options qui vont complètement à l'encontre de la tendance récente du développement de l'agriculture mondiale est courageux. L'Union paysanne a choisit de se lancer dans une campagne ardue avec des moyens modestes face à la machine de l'UPA qui fonctionne à coups de millions de dollars et qui bénéficie des oreilles soumissives de plusieurs fonctionnaires. Néanmoins, les agriculteurs rassemblés dans les syndicats locaux de l'UPA ont de plus en plus conscience de se faire fourrer et la révolte gronde.

Il est donc normal de voir l'UPA mettre en œuvre, d'une part, une campagne de sensibilisation de la population sur la beauté de notre agriculture et, d'autre part, d'appliquer systématiquement une politique de dénigrement de l'Union paysanne. L'UPA laisse toujours entendre que l'Union paysanne n'est qu'un ramassis de farfelus. Voilà l'argument massue, assené chaque fois que faire se peut: l'Union paysanne ne rassemble pas assez de producteurs pour être représentative. Et les citoyens qui compose la majorité de ses membres ne sont pas des spécialistes de l'agriculture: ils n'ont donc rien à dire sur les enjeux agroalimentaires.

## Spécialistes et citoyens

Cet argument est le plus fallacieux qui soit, pour deux raisons. D'abord, il apparaît que les agriculteurs ne sont pas plus spécialistes que les citoyens. Car bien qu'ils soient de plus en plus scolarisés, leurs pratiques sont un mélange de savoir traditionnel, de techniques apprises « à l'école » et, surtout, de contacts quotidiens avec les agronomes du MAPAQ, les représentants des coopératives agricoles et ceux des grandes compagnies actives dans ce secteur. Or ceux-là disent depuis des années qu'il faut utiliser de plus en plus de fertilisants et de pesticides, de la machinerie de plus en plus grosse et coûteuse, des semences génétiquement modifiées, des moulées carnées, des antibiotiques et des hormones de croissance. Tout ça pour répondre, non pas aux besoins alimentaires des Québécois, mais plutôt à la soif de productivité et de profit des entreprises. Et les agriculteurs ont suivis sans trop se poser de question. Alors c'est bien beau de se dire « spécialiste » et d'affirmer connaître son métier, mais lorsque cette connaissance a été prodiguée par des vendeurs, on pourrait au moins se demander ce qu'elle vaut.

La seconde raison est que les citoyens qui s'intéressent à

ne savent peut-être pas comment faire fonctionner une trayeuse électronique ou qu'ils ne connaissent pas exactement les cycles de culture. C'est vrai, mais ça ne change rien. Pourquoi ceux qui mangent n'auraient rien à dire sur leur nourriture?

L'esprit critique ne semble pas pousser dans nos champs. On peut en prendre pour exemple un excellent rapport de recherche produit par l'Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de Lanaudière et qui s'intitule Les OGM dans Lanaudière: Qu'est-ce que les agriculteurs produisent et utilisent chez nous et comment expliquent-ils leurs choix? (mars 2003). À la lecture, on se rend compte que les agriculteurs lanauois « testent » pour la plupart des OGM, question de voir ce que ça donne sur le plan du rendement. La plupart suivent « une tendance » initiée par d'autres: ils font comme leur voisin. Et relativement à quelques problèmes de santé pouvant être reliés aux OGM (intoxications, allergies, cancers, résistance aux antibiotiques), le tiers d'entre eux affirme ne pas savoir s'ils peuvent être causés par des OGM.

Les agriculteurs, écrivent les rédacteurs du rapport, « se sont montrés peu informés quant aux risques possibles des OGM pour la santé humaine ». Et malgré cela, certains continuent de dire que la réticence des consommateurs face aux OGM résulte « d'un manque d'information ».

Quand on sait que de plus en plus de producteurs, notamment de porc ou de volaille, ne mangent plus ce qu'ils produisent, doit-on en conclure à un manque d'information de leur part?

Alors avant d'affirmer qu'ils sont spécialistes et seuls aptes à juger du modèle d'agriculture qu'ils mettent de l'avant, nos agriculteurs auraient intérêt à faire le ménage dans leur propre cour et à mettre dehors tout ceux qui, sous couvert d'accroissement de productivité, les entraînent dans une logique de fuite en avant financière qui mène à l'épuisement et à la pollution des sols. Et la qualité des produits agricoles, dans tout ça? Vaut mieux ne pas trop en parler: cette variable n'entre pas dans l'équation néolibérale. Sachez seulement que le porc que vous mangez est celui qui est invendable sur les marchés internationaux.

Il faut quand même rendre à l'UPA ce qui lui appartient: jamais dans l'histoire du Canada n'a-t-on vu de racket légal si bien organisé. On commence tout juste à réussir à forcer le couvercle de cette boîte de Pandore. Le faux sirop d'érable biologique, l'ESB qui revient, l'épandage préventif de pesticides, la bactérie E. Coli. L'été va être chaud.

## La nouvelle tentative de contrôler le lucratif secteur du sirop d'érable

Le nouveau plan conjoint dans le secteur du sirop d'érable (acériculture) est extrêmement contesté par les petits producteurs. Suivez bien la logique: tous les producteurs sont obligés de cotiser à l'UPA (sans être obligés de devenir membre, nuance). Cette dernière contrôle l'agence de vente unique qui recueille obligatoirement (et moyennant commission) le sirop des producteurs et l'entrepone dans ses entrepôts jusqu'à la vente. Les producteurs doivent cependant assurer leur production en attendant qu'elle soit vendue; pour ce faire, la Financière agricole (contrôlée par l'UPA) accorde des prêts en prenant les prochaines récoltes en hypothèque. Et lorsque le sirop est vendu, l'UPA retire sa commission de vente avant de payer les producteurs. Et on ne compte pas ici les frais de transport, de distribution et de cotation du sirop, et ceux relatifs à l'hypothèque. Un acériculteur est donc obligé de payer pour entreposer son sirop qui sera vendu à un prix qu'il ne contrôle pas et dont il recevra le paiement parfois plus d'un an plus tard. Et comble de malheur, les producteurs qui ne respectent pas les règles de l'UPA s'exposent à des poursuites judiciaires de la part de leur propre syndicat qui dispose d'un fonds important pour ce faire!